dossier : réduction du temps de travail

# TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

Mensuel de l'UNION DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES LIBERTAIRES

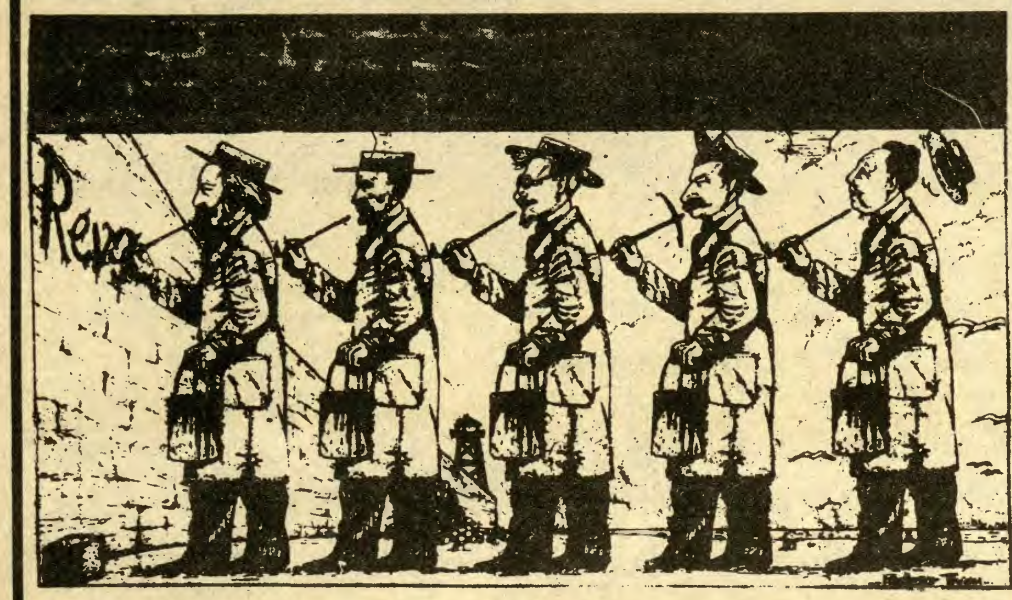
## NE PERDONS PAS NOTRE VIE A LA GAGNER

## REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

### SANS DIMINUTION DE SALAIRE

N°29 15 FEVRIER-15 MARS 3F

# « FETES LE MUR »



Le Samedi 2 Février le collectif «Faites le mur» a lancé sa première offensive. Cette campagne où l'UTCL s'est investie, vise à dénoncer l'interdiction d'affichage.

Ce Samedi plusieurs centaines de groupes locaux dans environ 65 départements ont effectué un collage spectaculaire, près de 200.000 affiches ont été posées.

Face à cette initiative, le gouvernement a décidé de frapper. Une centaine d'arrestations ont été effectuées.

Contre les sanctions qu'ont subi certains camarades,

Contre cette loi scélérate, qui restreint encore nos libertés,

Nous devons continuer massivement cette campagne.

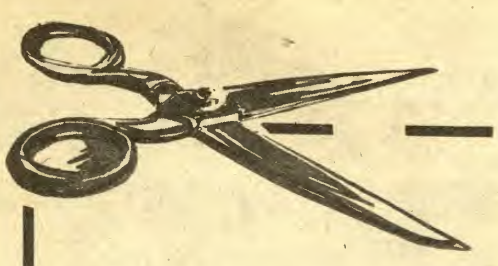
**A COMMANDER AU JOURNAL**
**BROCHURES U.T.C.L.**

- UTCL : texte du congrès exécutif 25-26-27 Mars 78 :
  1. 68-78 une période clé pour la lutte de classe. . . . . 3 F
  2. Que proposer dans les luttes. . . . 2 F
  3. Une organisation ouvrière pour le communisme libertaire. . . . . 3 F
- Les conseils d'usines italiens (1920-1921). . . . . 2 F 50

Passez les commandes au journal.
CHEQUES A L'ORDRE DES ÉDITIONS «L».


**L'Insurgé du Crassier**
**9, rue du Colonel Merlin**
**54400 LONGWY**
**CCP 2 156 03 D NANCY**


# ABONNEZ-VOUS



NOM . . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
ADRESSE. . . . . .

**ABONNEMENT**
6 numéros : 18 F.
12 numéros : 30 F.

**ABONNEMENT DE SOUTIEN :**
6 numéros : 35 F.
12 numéros : 60 F.

**ABONNEMENT DE DIFFUSION :**
(5 exemplaires par numéro)
6 numéros : 75 F.
12 numéros : 140 F.

Type d'abonnement . . . . . .
Nombre de numéros . . . . . .
Somme versée . . . . . .

Chèque à l'ordre
des Éditions «L»
(sans autre mention)

# LA CGT A L'EDF : « DIRECTION, CNPF, GOUVERNEMENT, GAUCHISTES : MEME COMBAT »

Le 40e Congrès de la C.G.T. devait sanctionner dans les textes et résolutions un changement de fait imposé par de nombreuses sections syndicales ainsi que syndicats. Ces changements concernaient notamment l'attitude à adopter face aux divers courants du mouvement ouvrier intervenant au sein des sections syndicales. Changement dans le sens de l'ouverture des structures, à un dialogue réel, tant sur les analyses politiques, que sur les formes d'actions. A E.G.F.-Ile-de-France Nord, il n'en a rien été.

### PRATIQUES D'UN AUTRE TEMPS

Il est certainement des sections syndicales partout en France dans les entreprises privées ou dans le secteur public et nationalisé, où de telles décisions ont reçu un écho favorable, qui ont rompu définitivement avec des pratiques largement désavouées et reléguées aux oubliettes du syndicalisme. Mais voilà, à E.G.F., vieux bastion stalinien, fief de longue date du P.C.F., véritable «trust monopoliste» de l'intervention politique et syndicale (la C.G.T. représenta pendant plus de 20 ans 90 à 95 % du personnel dans les centrales à charbon ou a fuel où furent menées d'ailleurs des luttes de longue haleine, d'une dureté sans égal), aujourd'hui il en est tout autrement. La direction de la C.G.T. reste un exemple vivant de ces pratiques figées et d'un autre temps. Il est regrettable que nombre de syndicats se croient obligés de pratiquer en la matière un zèle de bureaucrates avides de promptes promotions. La direction du syndicat C.G.T. du centre Ile-de-France Nord en est un triste exemple.

### « PAS TOUCHE AU MONOPOLE POLITIQUE ET SYNDICAL »

Détrompez-vous, nos bureaucrates ne sont pas de vieux pontifs grisonnants et sénils, mais bien au contraire de jeunes loups aux dents longues et aux idées courtes, très, très courtes. Leur ligne politique très simple au demeurant, peut se résumer en une seule idée : «pas touche au monopole politique et syndical», de là tous les moyens deviennent bons pour écarter, calomnier ou écraser s'il le faut, tout gêneur tentant un tant soit peu d'expliquer le pourquoi et le comment de la situation sociale à E.G.F. Tout serait bien dans le meilleur des mondes du monopole syndical, si un certain jour de Mars 78, l'union de la gauche n'avait essuyé une éclatante défaite, décevant les espoirs que les travailleurs avaient placé en elle. Défaite qui, qu'on le veuille ou non, a semé dans nombre d'esprits jusqu'alors peu enclin à la critique, le grain de sable du doute et de la réflexion. Il s'en est suivi très rapidement des situations de plus en plus difficiles qui vont du simple accrochage entre militants syndicaux, aux franches et bruyantes engueulades entre militants d'une même cellule du P.C.F.

### POUR L'UNITÉ, LA DÉMOCRATIE : UNE OPPOSITION SYNDICALE

Ces événements seraient restés sans conséquences politiques (car ponctuels et souvent spontanés) si sous l'impulsion de militants syndicaux à E.G.F., tant L.C.R., U.T.C.L., P.C.F. et inorganisés, ne s'était créé un groupe «d'opposition syndicale» réunissant militants C.F.D.T., C.G.T. et non syndiqués. Cette opposition syndicale et surtout la cohérence ainsi que l'exemple donné par la pratique de ses militants, par le respect systématique de principes de base, tels que la démocratie syndicale et ouvrière, le respect des débats d'idées, le refus des magouilles, a pu créer un courant de sympathie auprès de militants syndicaux souvent favorables aux propositions et analyses faites dans les diverses structures syndicales en assemblée générale.

### FACE A CETTE OPPOSITION, LA C.G.T. ATTAQUE

Loin d'échapper à nos fins limiers, cette opposition à travers certains militants est devenue la cible favorite des bureaucrates faisant volontiers l'amalgame entre direction E.G.F. et «gauchiste», débat politique et méthodes de bandits, renouant en cela avec des méthodes chères à leurs aînés. Méthodes atteignant leur apogée au cours d'un congrès C.G.T. où les seules sections syndicales ayant envoyé impérativement des délégués mandatés par écrit, ont été calomniés, les propositions faites, systématiquement transformées, déformées, dénaturées, et enfin rejettées sans qu'aucun débat n'est lieu. Pire, ces militants du P.C.F. dûment mandatés dans les sections syndicales et sociales de premier plan, sont transformés en accusés et purement et simplement écartés de leurs fonctions. Enfin, non content de faire courir de multiples bruits de chiottes sur untel ou untel, semant le doute dans les esprits les moins déterminés, ces soi-disants «responsables C.G.T.» attaquent un militant de l'U.T.C.L., et pire, appellent la direction E.D.F. à venir à leur secours (les extraits de tracts que nous publions donnent un aperçu de ce que sont ces individus soi-disant défenseurs des intérêts des travailleurs).

Nous, Communistes Libertaires militants à la C.G.T. d'E.D.F., nous affirmons dans notre bulletin «Le court-circuit» et nous démontrons par notre pratique et notre attitude quotidienne, que seul le respect de la démocratie syndicale et ouvrière, et seul un débat de tous les travailleurs, sans exclusive à aucun courant du mouvement ouvrier permettront aux travailleurs de reprendre confiance, à l'E.D.F. comme ailleurs.

Cette confiance dans les luttes, c'est ce qu'il faut pour la grève générale.

---

cgt S. P. O. E.

cgt S. I. C. A. M.

ANALYSE DES RESULTATS DES ELECTIONS

5°) l'action des organisations gauchistes

Leur action a été sensible aux Services du Siège. Cette action a pu se réaliser sur le "terrain libre" que nous leur avons laissé.

Leur action tend, par la critique systématique des Organisations Syndicales, de la C.G.T. en particulier, par leur anti-communisme du style F.O. - C.F.T.C. et U.N.C.M., à démoraliser et à démobiliser le Personnel.

Leur attitude a été condamnée au dernier congrès du Syndicat S.P.O.E. mais l'ensemble du Personnel n'a pas encore compris le rôle néfaste qu'ils jouent.

Là aussi, nos Syndicats C.G.T. n'ont pas suffisamment réagi à leur propagande, traitant les militants de "vendus". Dans l'un de leurs derniers tracts, ils affirment qu'il ne faut pas laisser la parole "aux responsables syndicaux" (*ILS NE PARLENT PAS D'AILLEURS DE CENSURER LA DIRECTION*).

---

# LE COURT CIRCUIT

**BULLETIN E.D.F. de l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires**

# E.D.F.

---

# L'Le petit AGENT DU NORD

**JOURNAL DU SYNDICAT C.G.T. DU CENTRE I.D.F.N.**

DIRECTION, C.N.P.F. GOUVERNEMENT, GAUCHISTES : MEME COMBAT !

. UNION SACREE CONTRE LA C.G.T. ET SES MILITANTS !

Dans le journal "Le Court Circuit", 4 pages sur 4 sont consacrées à des accusations calomnieuses contre la C.G.T. !
Drôles de méthodes pour ces RRRévolutionnaires clandestins et anonymes qui disent avoir pour seul but "*le développement d'une C.G.T.unique, forte et de lutte de classes*".

Le principe est simple : 'déformer les positions de la C.G.T. pour mieux pouvoir critiquer'. Nous prendrons seulement deux exemples :

1°) *le journal se réjouit de la baisse de 3 à 4 % de la C.G.T. à E.G.F. S'il est vrai qu'il y a baisse, elle est de l'ordre de 1 % !*

2°) *Le journal consacre 1 1/2 page à l'analyse de la C.G.T. "I.D.F.N." du résultat des élections à I.D.F.N., il ne retient, pour mieux critiquer la C.G.T., que 1/15ème du document que nous avons publié.*

UNE QUESTION A POSER

Nos RRRévolutionnaires locaux n'ayant pas le courage de se faire connaître du Personnel d'I.D.F.N., font distribuer leurs tracts par des RRRévolutionnaires extérieurs à I.D.F.N.

Pourquoi bénéficient-ils de la mansuétude de la Direction ?

# TROUPES SOVIETIQUES HORS D'AFGHANISTAN

En avril 78 un coup d'état en afghanistan renversa Mohamed Daoud Khan au profit du parti de la petite bourgeoisie, le parti démocratique du peuple afghan, qui instaura une «république démocratique» nettement pro-soviétique et nomma comme chef de l'état Nour Mohamed Taraki. La réunification, pour l'occasion, des deux branches de ce parti, les Khalq (peuple) et le Parcham (drapeau) ne dura pas longtemps. En août 78 le parcham était neutralisé, ses leaders emprisonnés ou écartés du pays. La fraction restant au pouvoir ne tarda pas à se scinder en deux, une partie autour du président Taraki, l'autre autour du premier ministre Hafizullah Amin. Les soviétiques qui soutenaient Taraki virent d'un mauvais œil l'importance grandissante d'Amin qui accéda à la tête du gouvernement. Ils préfèraient un programme progressif (petit à petit) au volontarisme d'Amin et de ses partisans, un programme plus modéré, plus ouvert par rapport aux religieux (la rebellion musulmane commença en mars 79). Taraki et les Russes se mirent d'accord pour éliminer Amin, ceci devant être fait en septembre 79 pendant le séjour de Taraki à Moscou (selon Le Monde du 16.01.80). Apparemment cela échoua, et quelques jours plus tard, au cours d'un conseil des ministres, Amin et les siens tirèrent plus vite que Taraki. Les Russes en conséquence firent bonne mine à Amin faute de mieux, mais n'en préparèrent pas moins sa succession. Pendant le règne d'Amin la présence soviétique s'accéléra.

## LA PRÉSENCE SOVIÉTIQUE S'ACCÉLERE

En novembre, le général vice-ministre de la défense soviétique, Pavioski (l'organisateur de l'intervention en Tchécoslovaquie en 68), se rendra en Afghanistan.

Début décembre, Papoutine, vice-ministre de l'intérieur ira à Kaboul réorganiser les services de sécurité.

En novembre et décembre du matériel lourd est envoyé à Kaboul ainsi que 1500 unités de combat, deux divisions soviétiques sont massées à la frontière.

Dix jours avant le coup d'état une tentative d'assassinat d'Amin échoua.

## LE COUP D'ÉTAT

Jusqu'au 27 décembre les troupes russes restèrent autour de l'aéroport de Kaboul. Ce n'est que vers 19 heures, après l'attentat du central téléphonique qui isola les ministères et les ambassades, que les combats commencèrent. Ceux-ci se terminèrent vers 22 heures. Il est à noter que la population est restée indifférente ne voyant dans cette suite d'événements qu'un changement de gouvernement de plus. L'armée afghane affaiblie dans la lutte anti-guerilla et où le taux de désertion était déjà important sous Amin, ne réagira pratiquement pas. A vrai dire la suppression d'Amin avec une participation soviétique n'a pas été réellement une surprise. Les Russes ne voulant pas courir le risque de voir ce pays rebasculer dans le camp U.S., ils ne voulaient pas non plus accepter l'idée qu'un gouvernement «socialiste» pro-soviétique puisse échouer (ceci est important pour leur politique de soutien à des régimes semblables dans le tiers monde). Ce n'est pas seulement à cause de la rebellion musulmane, qui ne représenterait pas grand chose si l'on en croit certains observateurs étrangers, mais aussi l'état de décomposition avancée du gouvernement Amin où les différends se règlaient à coups de pistolet, les luttes de clans etc., ainsi que sa politique elle-même, qui provoqua l'intervention militaire soviétique.

## LES DIFFICULTÉS DU NOUVEAU RÉGIME

Les Russes ne sont pas venus les mains vides : ils ont amené dans leurs bagages le successeur d'Amin, Babrak Karmal, membre de l'autre fraction du parti démocratique, le parcham. Karmal est loin d'être un inconnu. C'est un vieux bolchéviste. Son programme bien sûr est, comme le désire les Russes, plus modéré. Les grands axes de sa politique sont :

– parti réunifié ;

– front national ouvert aux libéraux, mollahs, intellectuels ;

– poursuite de la réforme agraire ;

– émancipation des femmes, mais d'une manière plus progressive dans le temps ;

– respect de la propriété privée avec aide à la petite industrie et à l'artisanat ;

– révision du plan d'alphabétisation, moins forcé ;

– politique de la main tendue envers les musulmans, impunité à ceux qui déposent les armes, reconnaissance de la religion ;

– dernièrement, changer la couleur (rouge) du drapeau ainsi que les symboles... ;

Mais Karmal, malgré son programme, n'attire pas les foules :

– la réunification sera difficile, les règlements de comptes continuent ;

– la répression se poursuit ;

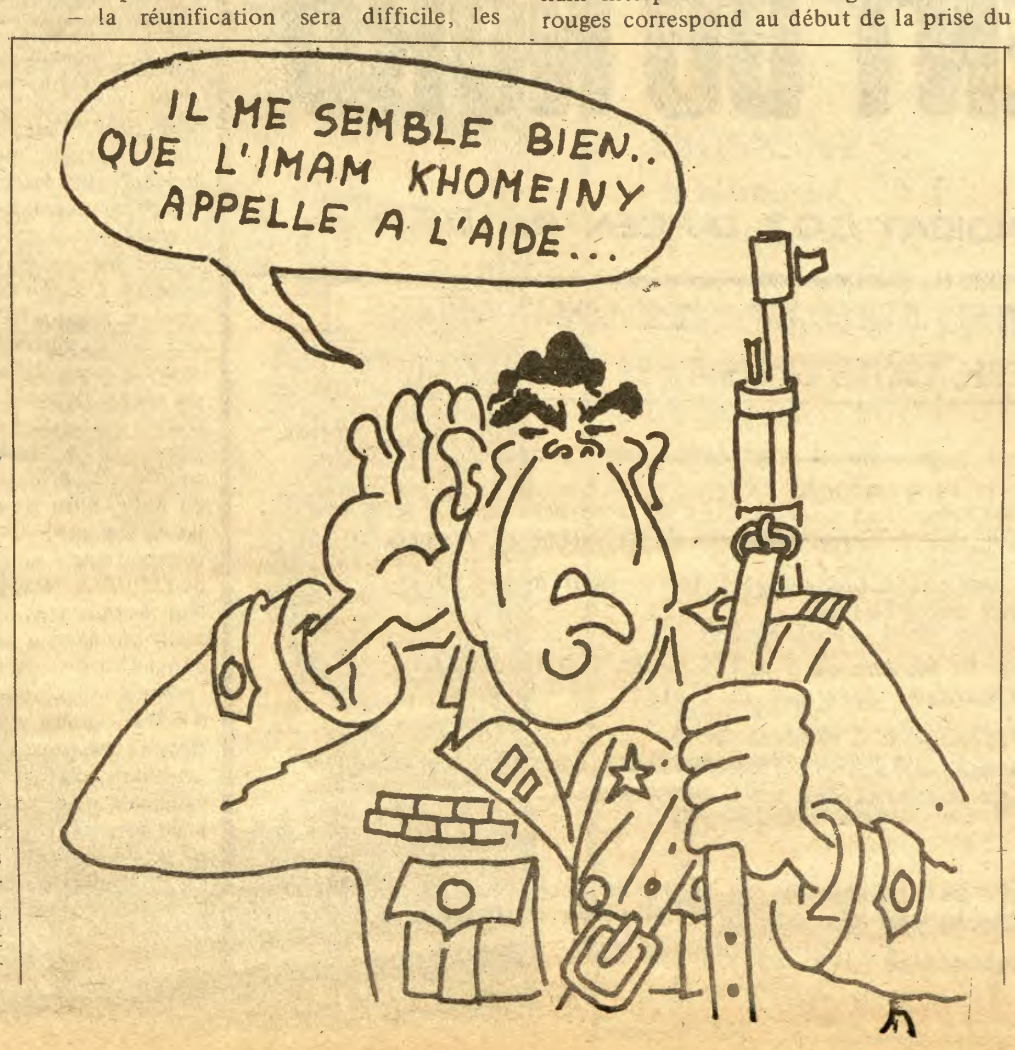
– les appels en direction de la rebellion sont sans échos ;

– la famine menace, la réforme agraire a donné la terre aux paysans, mais sans leur donner les moyens de la travailler. Sur la dernière récolte il manque 600.000 tonnes de céréales (Le Monde, 17.01.80). Les Soviétiques n'ont fourni que 300.000 tonnes pour combler le manque.

La seule base du nouveau gouvernement c'est l'armée rouge.

## LES VISÉES DE L'IMPÉRIALISME SOVIÉTIQUE

Alors, avons-nous seulement assisté en Afghanistan à une opération policière de type colonial dans la zone d'influence du capitalisme d'état russe, ayant pour but de supprimer Amin et aussi la rebellion, ce qui explique l'importance de l'opération (mais si les Russes veulent être efficaces, ils devront amener encore plus de divisions afin de boucler les frontières iranienne et pakistanaise pour asphyxier la guerilla), ou le capitalisme russe veut-il voir plus loin, c'est-à-dire déboucher sur les mers chaudes, le golfe et le détroit d'Ormuz qui commande en grande partie l'approvisionnement en pétrole de l'Occident ? Même si cela n'est pas le cas les Russes n'auront fait que renforcer leur position dans cette partie du monde tant convoitée par les impérialismes. L'Afghanistan est aussi un point stratégique par rapport à la Chine, après la signature du traité de paix sino-japonais, le rétablissement des relations entre la Chine et les U.S.A., l'intervention chinoise au Vietnam. L'attaque par Vietnam interposé du Cambodge des Khmers rouges correspond au début de la prise du pouvoir par le parti démocratique en afghanistan, et fin juin 78 l'U.R.S.S. signait une série de traités d'amitié et de coopération : Vietnam, Afghanistan, Ethiopie, plus tard Yemen Sud, tout en lançant des avertissements aux U.S.A. sur les dangers pour la détente d'un rapprochement avec la Chine. C'est pourquoi selon les Russes leur «aide» en Afghanistan n'est pas contradictoire avec la détente.




## FACE AUX PIEGES DES CAPITALISTES DE L'EST ET DE L'OUEST

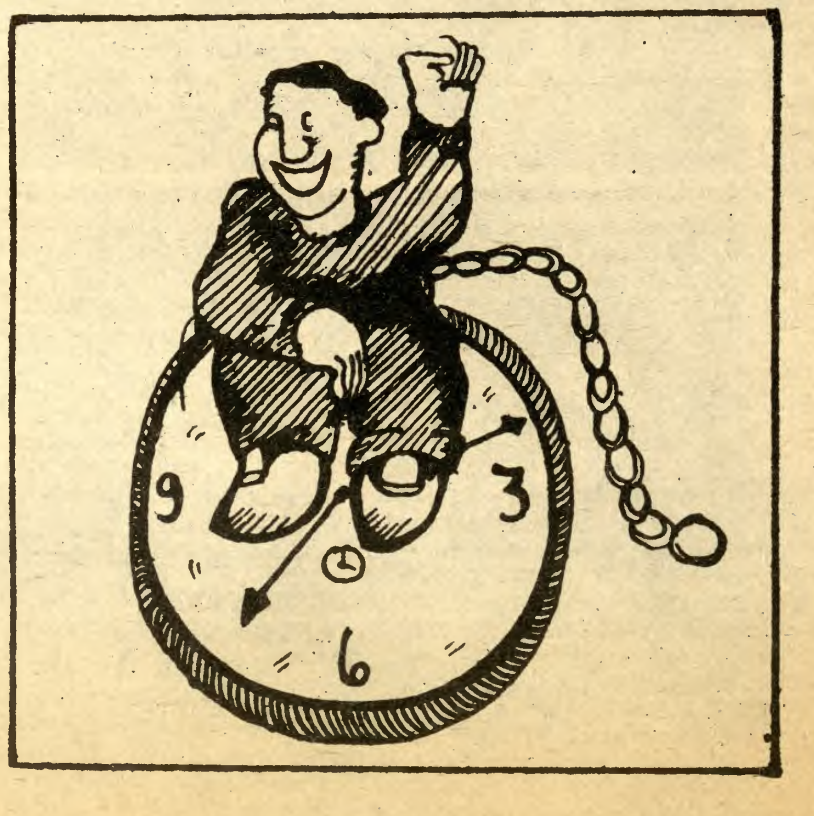
Pour nous, travailleurs communistes libertaires, il est important de ne pas tomber dans les pièges que tendent les capitalistes de l'Est ou de l'Ouest. La guerre impérialiste et généralisée pourrait être une solution à une crise du système mondialement malade. Mais aujourd'hui ils nous demandent seulement de nous serrer la ceinture, d'accepter leurs «plans anti-inflation», leurs «plans anti-crise», leurs restructurations. La résistance ouvrière sur la plan mondial est un frein à la guerre. Aux U.S.A., hier l'affaire des otages de Téhéran, aujourd'hui l'Afghanistan, sont autant de tests pour l'unité nationale «derrière le drapeau U.S.» qui favorise le plan d'austérité Carter. Le seul frein à la continuation de la barbarie capitaliste, à la guerre impérialiste, ce n'est pas d'hurler avec les loups comme le font certains, d'applaudir aux discours bien appris d'un clown irresponsable comme Marchais, ou aux déclarations d'un Carter qui en matière d'impérialisme en connaît un rayon, ou encore d'un Hua kuofeng qui s'il en avait les moyens militaires se ferait aussi gros que le bœuf, le seul frein, c'est de développer la solidarité internationale des travailleurs et d'intensifier au maximum nos luttes, de les coordonner avec comme perspective la grève générale et le socialisme libertaire. La lutte contre l'impérialisme c'est lutter contre le capitalisme dans le monde, et ceci passe par la lutte contre notre propre bourgeoisie et notre propre impérialisme, notamment en Afrique. Les événements d'Afghanistan ne sont qu'un moment de la lutte que se livrent les blocs, les déclarations de Carter dans son message sur l'état de l'union sont significatives : «L'invasion soviétique est une menace (...) pour le mouvement du pétrole», «elle (l'intervention) a amené l'U.R.S.S. à une distance d'où l'océan indien et même le golfe persique peuvent être frappés», «si cette intimidation (par rapport au Pakistan et à l'Iran) s'averrait efficace, l'U.R.S.S. pourrait très bien contrôler une région d'un intérêt stratégique et économique vital pour la survie de l'Europe occidentale, de l'Extrême-Orient, et finalement des U.S.A.», «nous devons payer n'importe quel prix pour demeurer la nation la plus puissante du monde».

**Le meilleur soutien face à l'agression du capitalisme d'état russe c'est de faire changer les choses ici même, mais aussi de soutenir la lutte de classe dans le monde, d'unifier notre lutte au niveau international.**

**A BAS L'IMPÉRIALISME SOVIÉTIQUE. TROUPES SOVIÉTIQUES HORS D'AFGHANISTAN**

# dossier UTCL n°5

# REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL



## DU TEMPS POUR VIVRE, DU TRAVAIL POUR TOUS AVEC MAINTIEN DES SALAIRES

### I. LES 35 HEURES DE TRAVAIL, UNE REVENDICATION POPULAIRE

**– TRAVAILLER MOINS POUR TRAVAILLER TOUS** : Alors que la France court vers les 2.000.000 de chômeurs, il se trouve encore de nombreuses entreprises où on travaille 44 heures, voire 48 heures par semaine. Dans le bâtiment et les transports routiers, il n'est pas rare de dépasser la barre légale des 58 heures hebdomadaires. Les 40 heures acquises en 1936 sous la pression de la grève générale sont peu respectées. C'est pourquoi, le mouvement ouvrier avance la revendication des 35 heures par semaine, pour créer des emplois et diminuer le nombre des chômeurs. Reste à savoir si 35 heures suffiront pour résorber la totalité du chômage...

**– CHANGER LA VIE** : Pour la grande majorité des travailleurs, le travail est de plus en plus une contrainte. Avec la parcellisation des tâches, l'augmentation des cadences, le dégoût du travail n'a cessé de croître. Passer 2 heures par jour dans le métro et les trains de banlieue, courir pour se retrouver attaché pendant 8 heures à une machine, courir encore le soir pour faire ses courses, manger et finalement dormir, voilà la seule vie que le capitalisme peut nous offrir. Alors, si on pouvait gagner ne serait-ce qu'une heure par jour de loisirs, notre misère reculerait un tout petit peu...

**– LES 35 HEURES, UNE REVENDICATION UNIFIANTE** : Sous la pression de leur base, les confédérations syndicales CFDT, CGT et FO, ont adopté la revendication des 35 heures. Aujourd'hui, on peut dire que cette revendication a pris une dimension européenne, qu'elle est de plus en plus avancée par les travailleurs et qu'elle devient un mot d'ordre central de grandes grèves (Alsthom, par exemple). Reste à préciser quelles seront les mesures d'application accompagnant les 35 heures.

Pour les communistes libertaires, cette revendication est unifiante pour l'ensemble des travailleurs. Aussi, plutôt que de faire de la surenchère (30 heures, 20 heures, etc...), nous avons cru bon ici de préciser nos conditions d'application de ce mot d'ordre.

Mais d'abord, voyons comment le patronat y répond.

### II LES RÉPONSES PATRONALES

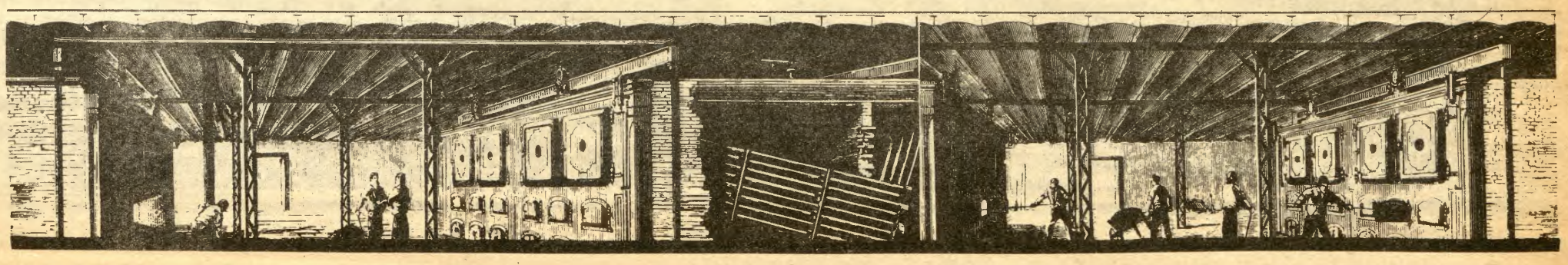
**– UN REFUS CATÉGORIQUE** : Pour les patrons et le gouvernement, il est hors de question de réduire la semaine de travail à 35 heures, ni même à 38 comme sont prêts à le faire leurs homologues belges. Le patronat, quand il y est forcé, lâche bien quelques miettes. Mais pour détourner la revendication des 35 heures, il avance des contre-propositions : l'aménagement du temps de travail. Ce sont des réformes en trompe-l'œil qui s'appuient sur des besoins réels des travailleurs mais qui au bout du compte aboutissent à un accroissement des profits pour les patrons.

**– DES JOURS DE CONGÉS SUPPLÉMENTAIRES** : Face aux grèves dures pour les 35 heures, plutôt que d'abandonner sa semaine de 40 heures, les patrons lachent un peu sur le temps de travail en accordant quelques jours de congés supplémentaires. Voici, à titre d'exemple, ce qu'ont obtenu les ouvriers d'Alsthom après deux mois de grève : un congé pour garde d'enfant malade sera accordé aux mères d'enfants de moins de dix ans dans la limite de deux jours par an ; le congé pour mariage de l'intéressé sera porté de 4 à 5 jours ouvrables ; un jour de pont sera chômé et payé le 31 décembre 1979 pour le personnel de Belfort ; à partir de 1980, un jour de congé supplémentaire sera accordé ; les congés d'ancienneté seront attribués à raison de 1 jour pour 10 ans d'ancienneté, 2 jours pour 15 ans, 3 jours pour 20 ans et 4 jours pour 30 ans d'ancienneté selon les usages en vigueur à Belfort. Et c'est tout pour le temps de travail !...

**– CINQ JOURS DE CONGÉS SUPPLÉMENTAIRES** : Pour les employés qui n'auront pas été absents durant l'année écoulée : maladie, grève, etc... Ce projet du CNPF vise à lutter contre l'absentéisme et l'action syndicale, ainsi qu'à créer un esprit d'émulation parmi les ouvriers. Pour les patrons, cette semaine supplémentaire n'est pas un droit mais une récompense pour les «bons» employés. A cela s'ajoutent bien sûr les diverses répressions plus ou moins mesquines sur ceux qui sont trop absents... (loi du 13 juillet 1973).

**– UN QUOTA ANNUEL D'HEURES DE TRAVAIL** : Dans ses négociations sur le temps de travail avec les confédérations syndicales, le patronat a pris comme base de calcul le total annuel des heures travaillées et non la semaine/horaire. Il part avec une base de 1920 heures de travail par an et dans sa grande générosité se dit prêt à descendre à 1856 heures, c'est-à-dire 8 jours fériés qui ne seraient plus rattrapables. Ridicule ! Mais ce qui est grave, c'est que le patronat cherche à imposer une gestion annuelle du temps de travail et non plus un calcul à la semaine. C'est en fait une attaque contre la semaine de 40 heures : les patrons voudraient nous faire travailler 1856 heures par an et nos horaires varieraient avec la charge de travail. Imaginez par exemple quels bénéfices juteux pourraient tirer les patrons de brasseries ou de distribution de boissons qui obligeraient leurs ouvriers à bosser 30 heures par semaine l'hiver et 50 l'été sans être obligés de payer les heures supplémentaires d'été !!!

**– LES HORAIRES VARIABLES** : Le principe est simple : dans certaines entreprises, là où c'est possible, les employés sont obligés d'être tous présents dans ce qu'on appelle la plage fixe (par exemple de 9 H à 12 H et de 14 H à 16 H 30) et ils peuvent arriver et partir dans ce qui est



appelé la plage mobile (par exemple entre 7 H 30 et 9 H et entre 16 H 30 et 18 H 30). A eux de gérer leurs horaires pour faire leurs 173 heures 1/3 mensuelles. Il est souvent demandé d'effectuer des semaines comprises entre 36 heures et 44 heures. A l'employé d'équilibrer ses choix. Bien sûr la mise en place des horaires variables s'accompagne d'installations de pointeuses...

Le système est tentant pour l'employé qui voit là une diminution de ses contraintes, surtout quand certains règlements «libéraux» permettent de prendre une journée de congé supplémentaire tous les mois si on a déjà fait son quota d'heures. Mais en fait, à y regarder de plus près, c'est sourtout les patrons qui en profitent :

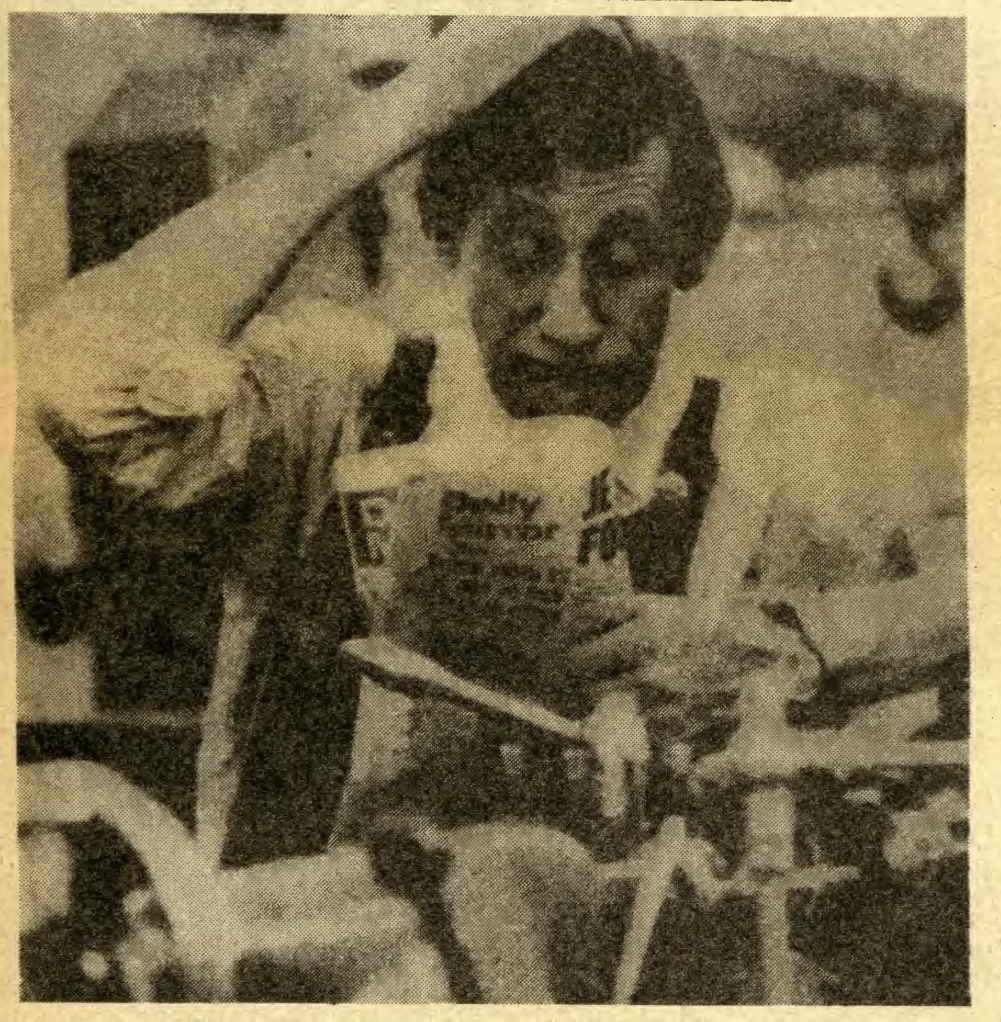
– Il y a une augmentation des cadences de travail dans les emplois où la charge de travail n'est pas égale tous les jours, comme dans les bureaux d'études où votre chef peut vous faire partir tôt (à 16 H 30) les jours où il n'y a pas beaucoup de travail, mais peut vous faire rester tard le soir (jusqu'à 18 H 30) quand le travail l'exige. Dans ce dernier cas, il n'y a pas paiement d'heures supplémentaires et en fin de compte la quantité de travail fournie en un mois a augmenté.

– Et ça peut diviser le personnel... Bien sûr, l'employé à qui son chef demande de rester tard peut refuser, mais il se trouvera quelques-uns qui n'auront pas le cran d'envoyer ballader le chef, et pour compenser, ne manqueront pas d'accuser la forte-tête de ne rien faire, de leur laisser tout le travail, etc... Bref, pendant qu'ils s'engueuleront, le patron sera tranquille...

Car c'est bien là une des principales fonctions des horaires variables : individualiser l'exploitation, faire que chaque travailleur ne s'intéresse qu'à son calcul d'heures, ce qui lui reste à faire, ce qu'il peut rattraper... De plus, imaginez les difficultés de tenir des réunions syndicales régulières dans une boîte où les travailleurs sortent à n'importe quelle heure... C'est sans doute un avantage de pouvoir sortir un peu quand on veut, mais, à terme, l'absence de vie syndicale pèsera lourd...

La mise en place de pointeuses c'est souvent un renforcement du contrôle patronal dans les entreprises où ces pointeuses n'existaient pas et où les employés avaient pris la bonne habitude de sortir durant les heures de travail pour aller chez le médecin ou autoréduisaient leurs horaires en y incluant par exemple leur temps de transport. Il y a donc une remise en cause de ces droits acquis.

C'est la prise en charge par les salariés de l'absence d'équipements collectifs. En effet, si des travailleurs arrivent en retard c'est souvent pour des problèmes de circulation et si certaines mères de famille cherchent à sortir tôt le soir c'est souvent pour des raisons de garde d'enfants. La bourgeoisie par les aménagements d'horaires facilite la gestion de la pénurie d'équipements collectifs ; c'est beaucoup plus économique de laisser le salarié se débrouiller seul que de construire des crèches, des garderies ou de développer une politique efficace de transport en commun.



– **LE MERCREDI LIBRE** : C'est une expérience en cours dans l'ensemble du Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie (ex-Équipement, environ 100.000 employés) et qui est appelée à se généraliser dans toute la fonction publique (en commençant par le Ministère de la Santé). Là, le gouvernement n'y a pas été de main morte dans ses mesures sociales : c'est tout simplement la semaine de 32 heures qui nous est octroyée. Oui, mais à quelles conditions !!!

– il faut avoir un enfant en âge de scolarité obligatoire ;

– il faut prendre en bloc tous les mercredis du mois ;

– il faut prévenir 15 jours à l'avance ;

– il faudra respecter les «nécessités de service» ;

– le salaire sera réduit de 20 %.

Là aussi, l'opération est très claire :

– C'est détourner la lutte pour les 35 heures.

– C'est abandonner la lutte pour des équipements collectifs suffisants (crèches) en permettant aux parents de garder leurs enfants le mercredi, jour de sortie des écoles. C'est le but avoué de l'opération.

– C'est une façon de renvoyer les femmes au foyer.

– C'est un financement du chômage partiel par les travailleurs, là où il y a peu de travail.

– C'est l'augmentation des cadences, puisque compte tenu du blocage des embauches dans l'administration, le travail qui n'a pas été fait le mercredi, il faudra le faire le jeudi ou les jours suivants, ou le repasser aux collègues présents le mercredi. Bon pour l'ambiance, ça aussi !...

– Et surtout, c'est un véritable vol financier. Habituellement dans la fonction publique, on retire 1/30e du salaire par jour de grève ou d'absence injustifiée. Là, c'est 1/20e qui est retiré par mercredi pris. Faites le calcul : avec ce système un(e) employé(e) qui gagne habituellement 3000 F par mois perdra 600 F, alors que par la loi des 1/30e une grève tous les mercredis ne lui coûterait que 400 F avec quatre mercredis par mois. Un calcul précis fait sur une année montre une différence de 7200 F à 4600 F, soit 56 %. C'est pourquoi, certaines sections syndicales CFDT de l'Équipement (D.D.E. Moselle par exemple) ont trouvé une parade en posant un préavis de grève tous les mercredis, ce qui permet de

coûter moins cher au personnel, de n'avoir pas à la signaler 15 jours à l'avance, de prendre les mercredis de son choix, parents ou non.

A la mise en place de l'opération, les syndicats avaient pensé que c'était une mesure pour privilégié(e)s et que seul(e)s les mieux payé(e)s pouvaient se payer le luxe de prendre le mercredi libre. Ce fut une erreur : le mercredi libre est pris par les femmes les moins payées (dactylos) à qui une journée de garde d'enfant coûte plus cher que leur journée de salaire. Là aussi, les travailleuses doivent pallier aux manques d'équipements sociaux collectifs.

L'Etat-patron part ici encore d'un besoin des travailleurs : pendant que des syndicalistes de l'Équipement cherchent à détourner le mercredi libre, des travailleurs des Finances (directions départementales des impôts et trésoreries générales) font grève tous les mercredis pour l'obtenir, sans la réduction de 20 % bien entendu...

**– POURQUOI CETTE INTRANSIGEANCE PATRONALE ?**

Des mesures comme celles ci-dessus, le patronat en a des tas dans ses cartons (cf. TLPAT de Janvier sur le samedi libre dans les PTT). Une chose est sûre, il ne cèdera pas facilement sur la semaine de 35 heures. D'abord parce que face à l'absence de perspectives des partis réformistes et des syndicats, il se sent très fort et entend mener à bien ses projets de restructuration économique qui passent par une mise au pas de toute la classe ouvrière. Donc pour la bourgeoisie, il est hors de question de céder sur les revendications ouvrières.

La bourgeoisie cherche donc à détourner les revendications sur la durée du temps de travail et il est remarquable de voir que des projets comme les horaires variables ont d'abord été avancés par la fraction la plus moderniste du patronat et qu'aujourd'hui ces projets sont devenus le cheval de bataille de la tendance la plus rétrograde et réactionnaire du CNPF : l'UIMM, l'union des industries métallurgiques et minières d'Ambroise Roux, propriétaire d'Alsthom et suppôt de Force Ouvrière et de l'Alliance des Syndicats «Libres»).

Enfin, pour les capitalistes, il ne faut pas que les travailleurs aient «trop» de temps libre, des fois qu'ils en profiteraient pour réflechir et contester... De plus, bien fatigués par une semaine de boulot, ils n'en sont que plus disponibles pour se défouler le samedi dans les supermarchés en remplissant à ras bord leurs caddies ! Voilà pourquoi nous avons intérêt à être vigilants face aux propositions patronales et pourquoi la campagne pour les 35 heures revêt une telle importance.

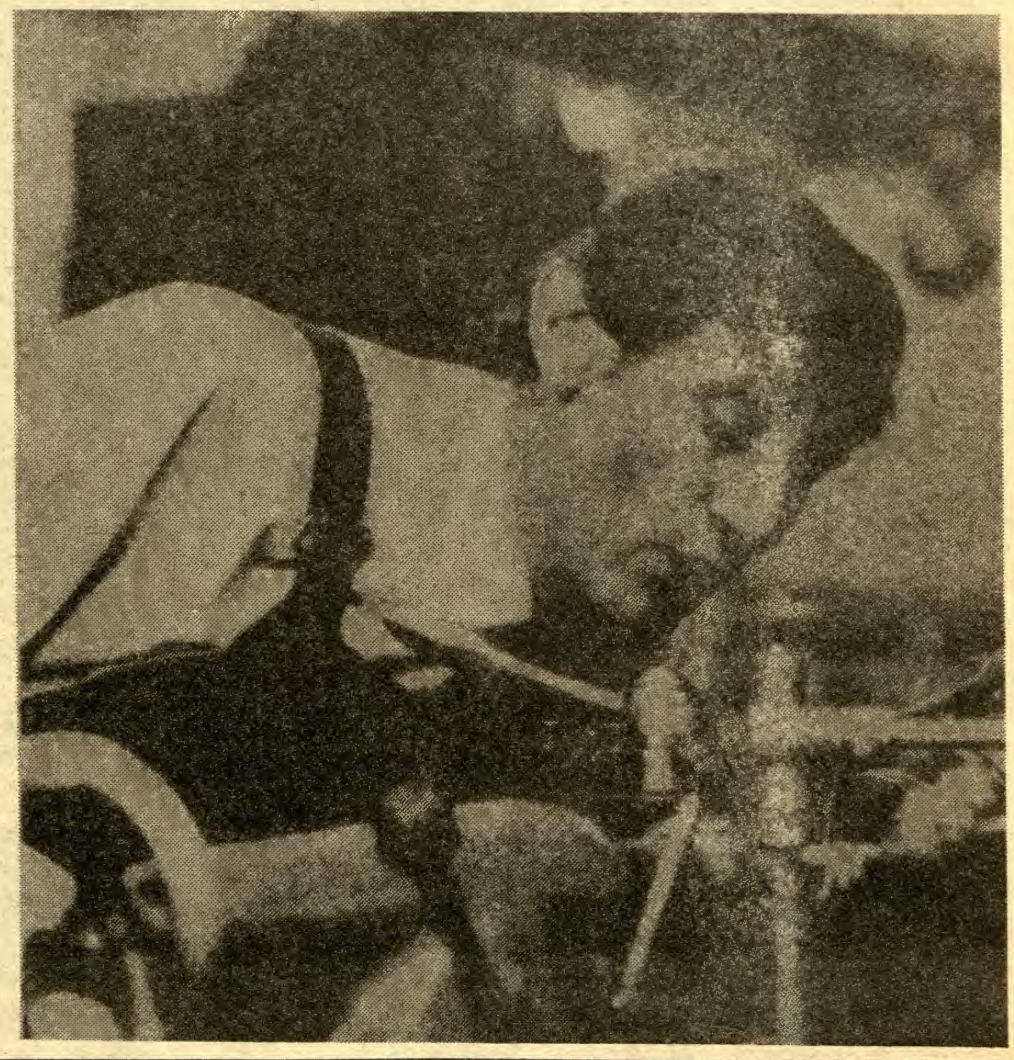
## III LES 35 HEURES, OUI ! MAIS A QUELLES CONDITIONS ?...

– **TOUT DE SUITE !** Les 35 heures, ce n'est pas une revendication pour le 3ème millénaire ou dans la future société communiste. C'est quelque chose qu'on doit imposer tout de suite quelque soit le régime en place et s'il le faut par la grève générale illimitée.

– **PAS D'AUGMENTATION DES CADENCES.** Nous devons refuser de produire en 35 heures ce qu'on faisait auparavant en 40 heures. Ce n'est pas à nous par un surcroît de fatigue et d'exploitation de nous payer notre réduction d'horaire.

– **CRÉATION D'EMPLOIS** correspondants à la baisse du temps de travail. Des études réalisées par des économistes bourgeois ont montré que les 35 heures pourraient résorber une quantité importante de chômeurs. Il faudra imposer ces embauches !

– **SANS RÉDUCTION DE SALAIRE** : Là aussi, c'est aux patrons de payer, pas aux ouvriers.



— **RÉAJUSTEMENT DES SALAIRES GONFLÉS ARTIFICIELLEMENT PAR LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES.** Dans de nombreuses entreprises, le bâtiment et les travaux publics par exemple, les ouvriers ont des horaires qui atteignent 55 heures par semaine. Les heures supplémentaires sont une part très importante de leurs salaires (jusqu'à 50 % avec des heures de nuit ou le week-end). Aussi ces travailleurs ne sont pas du tout sensibilisés par la revendication des 35 heures. C'est pourquoi le mot d'ordre de réajustement de ces salaires va dans le sens de l'unité des travailleurs.

— **TEMPS DE TRAJET INCLUS DANS LE TEMPS DE TRAVAIL** : Ce n'est pas nous qui avons demandé à la bourgeoisie de construire des villes de plus en plus gigantesques, de placer nos dortoirs à 10 ou 20 kilomètres des boîtes, d'organiser la

***LES ROUTIERS SONT SYMPAS : ILS FONT DES SEMAINES DE 62 H 30 !***

*Une enquête établie par l'ONSER (organisme national de sécurité routière) auprès de 139 chauffeurs routiers et sur près de 1.500 journées de travail, fait ressortir que ces conducteurs travaillent en moyenne 62 H 30 par semaine et onze heures et demie par jour. 80 % d'entre eux dépassent les 50 heures de travail par semaine et 25 % font plus de 70 heures. Le temps de sommeil est évidemment très réduit : en moyenne sept heures par jour, mais 31 % dorment moins de six heures et 11 % moins de quatre heures ! Et le plus souvent dans des conditions difficiles : dans leur camion sur des parkings...*

*Aussi il ne faut pas s'étonner que ces horaires de travail causent de nombreux accidents : chez les routiers, on meurt 2, 4 fois plus que dans le bâtiment et les travaux publics, secteurs considérés comme les plus dangereux. 250 routiers meurrent en France tous les ans (soit 1 sur 1210) et 1700 autres usagers trouvent la mort dans des accidents où sont impliqués des camions ou des cars. Dans une profession qui compte 145.000 chauffeurs, il n'y a pas moins de 55.000 accidents du travail par an !*

*Pas de doute que là aussi la sacro-sainte rentabilité est responsable de la mort de nombreux routiers. Non seulement ces horaires tuent par accidents, mais de plus ruine la santé des travailleurs par la fatigue, les obligent pour tenir à boire et enfin détruisent toute vie affective.*

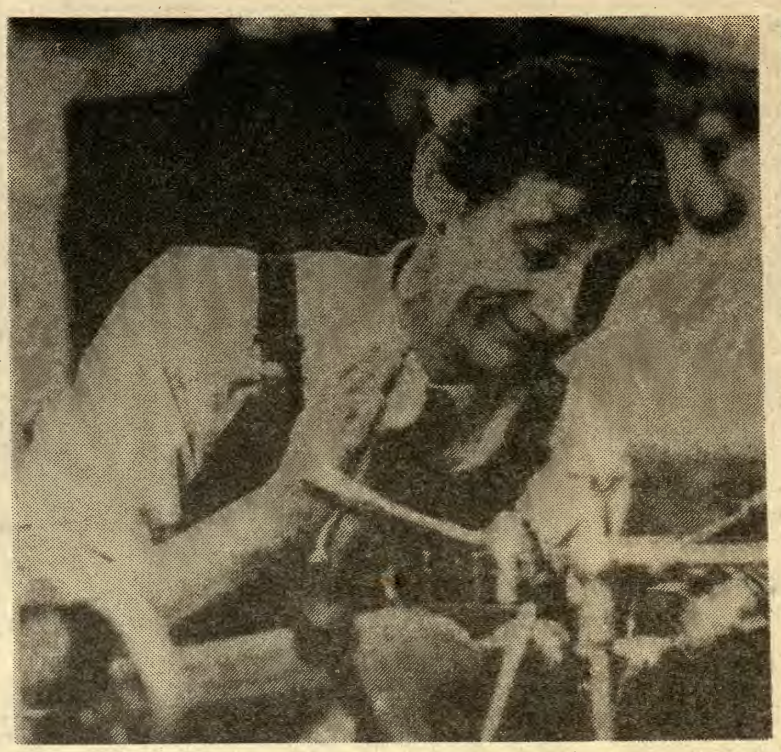
*Mais dans ce métier peu syndiqué (18 %), très individualiste, où les primes aux kilomètres parcourus constituent 25 % du salaire, des revendications comme celles des 35 heures passent très mal. Pour les routiers, la Fédération Générale des Transports et de l'Équipement (FGTE)-CFDT, réclame une semaine maximum de 48 heures ; ce qui serait déjà une avance importante dans ce boulot... et créerait près de 30.000 emplois (d'après un rapport du Ministère des Transports). Chez les routiers, les 35 heures doivent donc passer par des revalorisations salariales.*

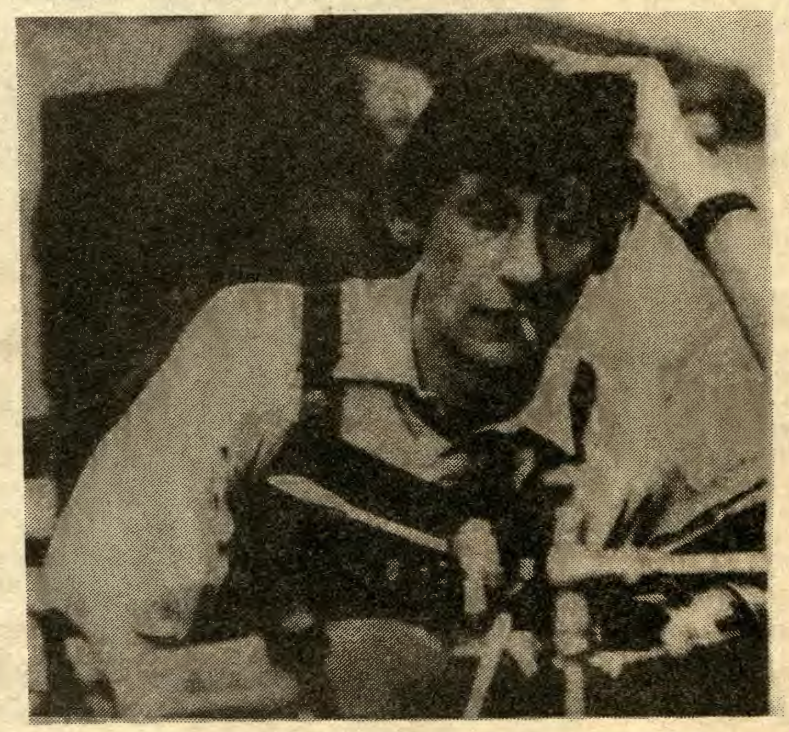
***SÉCURITÉ SOCIALE***

*Mars-avril 79 : 20 jours de grève à la CPAM de St-Etienne. Un protocole d'accord est établi entre la direction locale et les organisations syndicales, il prévoit, entre autres, que la demi-heure de repas soit comptabilisée comme temps de travail, ce qui ramène à 37 H 30 l'horaire hebdomadaire réel.*

*La direction régionale, puis le ministère de tutelle, annule les décisions de la direction locale. Le personnel, combatif, décide de passer outre et, pendant un mois, quitte le travail à 16 H au lieu de 16 H 30. Aucune sanction, aucune retenue de salaire n'ont été effectuées vu le rapport de force local, mais aucun acquis sur la réduction du temps de travail est effectif.*

*Seule la généralisation de la grève dans toutes les CPAM et dans tous les organismes de Sécurité Sociale aurait permis de faire plier la Tutelle et donc une avancée significative. Les fédérations syndicales ont refusé cette perspective...*





pagaille et le gaspillage en nous obligeant souvent à prendre notre voiture personnelle pour bosser. Cette revendication doit s'accompagner d'une véritable politique de développement des transports en commun et leur gratuité.

– **MISE EN PLACE D'ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS SUFFISANTS** : crèches, jardins d'enfants, cantines... Les cinq heures par semaine de diminution du temps de travail doivent nous profiter à autre chose que de courir parce que ce pays manque d'équipements collectifs.

– **POUR LES TRAVAUX LES PLUS PÉNIBLES** : Il est évident que pour certaines professions exposées aux nuisances industrielles de toute sorte, il faut tout de suite se battre pour un abaissement du temps de travail plus important. Par exemple, le mineur de fond particulièrement exposé à la poussière, au bruit, à l'humidité, victime de multiples maladies professionnelles doit voir sa durée hebdomadaire considérablement réduite en-deça des 35 heures. Cette lutte pour la diminution massive du temps de travail rejoint la lutte pour la mise en place de tous les systèmes techniques améliorant les conditions de travail (dans le cas du mineur : aération, humidification, baisse des cadences, protections individuelles, etc...). De plus il est bon de préciser que si le mineur voit sa durée de travail réduite à 20 heures par exemple, c'est 20 heures et non 20 heures plus 15 heures de travail d'entretien !...

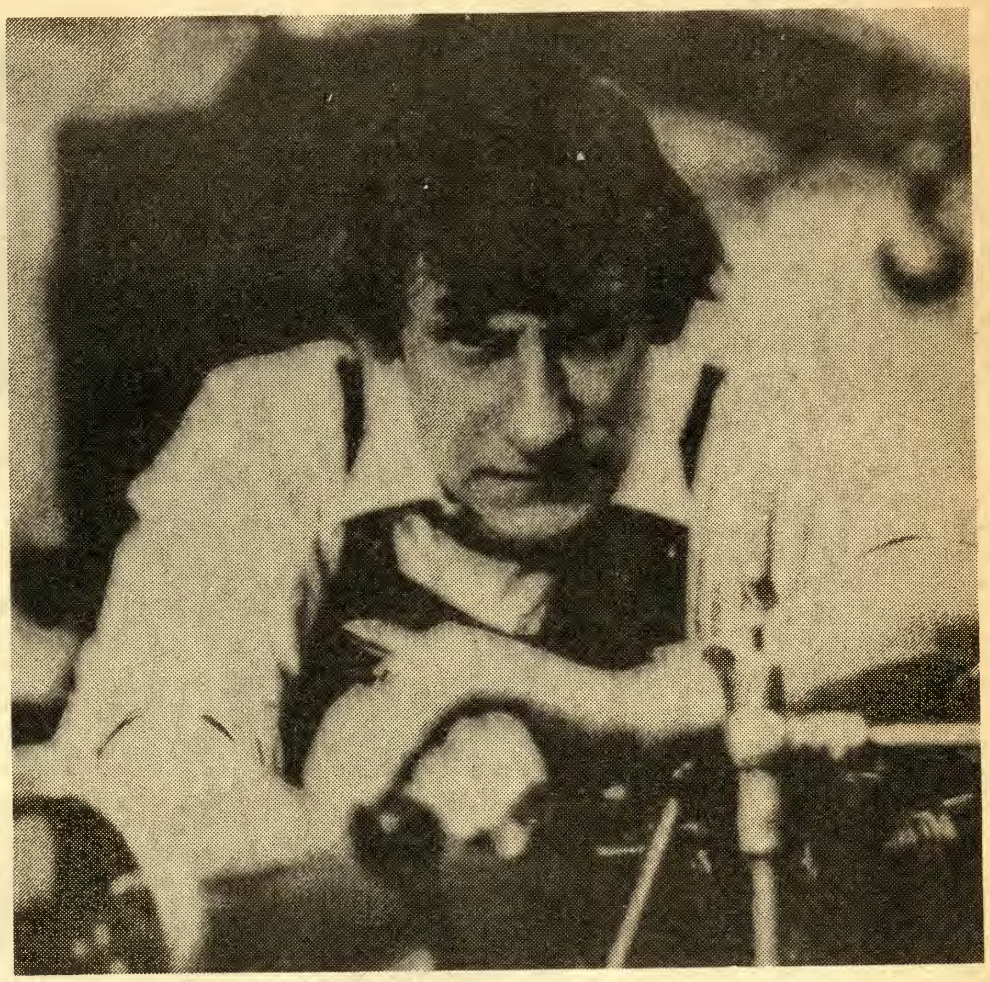
– Mais la diminution du travail passe aussi par la satisfaction des revendications suivantes, maintes fois avancées par les travailleurs :

– **abaissement de l'âge de la retraite** : 60 ans et 55 ans pour les travaux les plus durs ;

– **une semaine de congé supplémentaire** pour tous ;

– **la 5ème équipe** dans les usines fonctionnant en feux continus (sidérurgie) ce qui conduit à un total hebdomadaire de 33 H 30 alors qu'aujourd'hui 4 équipes amènent à un horaire de 40 heures. Cette revendication a été avancée avec force dans tous les conflits des sidérurgistes (1977, 1979). Elle reste d'actualité.

– **MAIS LES 35 HEURES NE SONT QU'UNE PREMIERE ÉTAPE.** Pour nous, communistes libertaires, les 35 heures ce n'est pas une finalité suprême. Nous nous inscrivons dans ce combat pour les 35 heures, parce que cette revendication est largement partagée par la classe ouvrière. Mais la résorption totale du chômage nécessite sans doute un horaire inférieur à 35 heures, et surtout, 35 heures de boulot c'est encore beaucoup trop !



## IV DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE, QUELLE SERA LA DURÉE DU TEMPS DE TRAVAIL ?

Toutes les revendications ci-dessus sont avancées dans le cadre du système capitaliste, c'est-à-dire dans une société où l'homme ne maîtrise ni son travail, ni ses besoins, ni ce qu'il produit. Or, c'est sur ces divers éléments que le socialisme s'appuiera pour nous libérer du travail.

– **LE CONTENU DU TRAVAIL.** Avec le communisme, l'abolition du salariat fera que nous cesserons de vendre notre force de travail comme une vulgaire marchandise. Le travail cessera d'être une contrainte pour devenir une activité créatrice consentie. Les moyens de production seront gérés collectivement et la production de biens sera réalisée en fonction des besoins déterminés par tous et non plus en fonction de la recherche maximale du profit. Mais tout cela n'empêchera pas l'humanité de se réaliser pleinement, notamment en passant un minimum de temps sur les lieux de production.

– **LA PRODUCTION SERA PARTAGÉE PAR TOUS.** Dans la société capitaliste, le prolétariat doit non seulement engraisser la bourgeoisie, mais en plus, il a à sa charge une couche très importante de gens chargés de le contrôler, de le surveiller, de mettre en circulation les marchandises, etc... Tout cela, flics, militaires, commerçants, banquiers, patrons, publicistes, participeront à la production, ce qui diminuera considérablement le temps de travail. L'abolition du système marchand libèrera de très nombreux emplois du tertiaire.

– **PRODUCTION DE BIENS SOCIALEMENT UTILES** : Après la révolution, on abandonnera toutes les productions inutiles pour ne conserver que ce que nous jugerons utile ou ce qui fait plaisir.

– **PRODUCTION DE BIENS SOLIDES ET DURABLES** : Il est bien connu que les objets produits aujourd'hui ont une durée de vie inférieure à celle des mêmes objets produits il y a 20 ou 30 ans. Pour vendre davantage les capitalistes calculent la durée de vie des produits ; par exemple, la vie d'une automobile est programmée pour 4 ou 5 ans, celle d'une ampoule électrique pour 2000 heures (3000 il y a 10 ans !), Michelin a mis au point un pneu qui peut tenir plus de 900.000 kms et qu'il ne commercialisera jamais, etc... Il faudra en finir avec ces gaspillages qui pour le seul profit des patrons nous rivent toute une vie à une machine.

– **CONTRE LA SURCONSOMMATION IMBÉCILE** : Le communisme mettra fin au matraquage publicitaire qui nous pousse à acheter n'importe quoi. Nos besoins de consommer à tout prix naissent souvent de notre vie où alternent l'ennui des week-ends et la vie trépidante d'une semaine de travail. Se défouler le samedi en achetant n'importe quoi est chose courante. Avec le communisme, le bonheur ne se comptabilisera plus en marchandises consommées. Il est certain qu'avec la fin de tous les faux besoins suscités par le capitalisme, la production se réduira au nécessaire et on cherchera à gagner en temps libre ce qu'on cherche aujourd'hui à gagner en argent.

– **AUTOMATISATION DES TRAVAUX PÉNIBLES** : Déjà, aujourd'hui, la science et la technique sont capables d'assurer la relève des hommes devant les machines. Les patrons n'installent pas ces systèmes d'automation quand l'exploitation de « viande à bosser» reste plus rentable. Si en société capitaliste, l'automation signifie licenciements, avec le socialisme, l'automation signifiera réduction massive du temps de travail et diminution des travaux pénibles.

Pour les travaux qu'on ne pourra jamais automatiser (aides-soignant(e)s par exemple) la diminution du temps de travail passera par le travail en équipes et la rotation des tâches.

– **ALORS, COMBIEN D'HEURES PAR SEMAINE ?** Impossible à fixer aujourd'hui ; tout dépendra de ce que nous laissera le capitalisme, ce que nous aurons à reconstruire, les besoins que nous aurons déterminés tous ensemble. Il faudra de plus autogérer toute la société, assurer la rotation des tâches, etc... Ce qui est sûr, c'est que nous ne perdrons plus notre vie à la gagner. Avec l'application des mesures proposées ci-dessus, il serait tout de même étonnant qu'on doive passer plus de deux heures par jour sur les lieux de production...

– **POUR IMPOSER LES 35 HEURES ET TOUTES NOS REVENDICATIONS, CONSTRUISONS LA GREVE GÉNÉRALE !**

– **POUR CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ COMMUNISTE LIBERTAIRE, PRÉPARONS LA RÉVOLUTION SOCIALE ET LE POUVOIR INTERNATIONAL DES CONSEILS OUVRIERS !**

**«POUR UN POLE COMMUNISTE LIBERTAIRE» : c'est le thème de la réunion publique organisée à Paris le Vendredi 8 Février, suite à la fusion OCA-UTCL.**

**Une succession d'interventions ont permis aux travailleurs communistes libertaires de préciser leurs positions sur :**

**– La situation actuelle et les réponses de l'UTCL, vers la grève générale.**
**– La lutte des femmes.**
**– La lutte antimilitariste.**
**– La lutte des travailleurs immigrés.**
**– Le combat anticapitaliste et anti-étatique.**
**– La fusion OCA-UTCL, et la nécessité d'une organisation communiste libertaire cohérente et puissante.**

**L'UTCL qui a toujours défendu la nécessité d'un débat ouvert entre militants libertaires et révolutionnaires a invité l'AS, la FA, l'OCL et la TAC à intervenir pour ouvrir le débat public.**

**La FA a décliné l'invitation, elle ne veut participer à aucun débat avec d'autres organisations libertaires. On le regrettera.**

**L'OCL, et la TAC ont pu ainsi développer leurs positions.**

**Le débat dans la salle a été très animé.**

**Nous publions ici une des interventions centrales, sur l'alternative Communiste Libertaire.**

**Intervention :**
**– Socialisme étatique, socialisme libertaire**
**– Les apports historiques du courant libertaire ouvrier**

La fusion OCA-UTCL, c'est aujourd'hui pour nous, militants communistes libertaires, beaucoup plus qu'une synthèse de deux organisations. Elle signifie que les questions que se pose le mouvement libertaire depuis de nombreuses années peuvent connaître des réponses quand elles se situent sur le terrain de la pratique quotidienne dans la lutte de classes. Elle doit marquer le renforcement du courant révolutionnaire qui a toujours combattu pour l'auto-organisation des masses et défendu un projet de société qui donne **effectivement** le pouvoir à chacun et à tous de décider.

C'est pourquoi ce combat est aussi un combat contre ceux qui ont dénaturé, qui dénaturent encore, l'idée même de socialisme et qui, au nom du pouvoir des travailleurs, ont en fait écrasé la Révolution dans le sang et le conformisme, par l'autorité absolue de leurs partis, de leurs États... pour finalement reconstituer les valeurs qu'ils prétendaient combattre : le salariat, la hiérarchie, l'oppression des femmes et des homosexuels, le nationalisme, le racisme ... et la GUERRE.

## DEUX CONCEPTIONS DU SOCIALISME

Il y a pour nous deux conceptions du socialisme : celle que nous combattons est héritée des pratiques putchistes et dirigistes du jacobinisme. C'est cette tendance, dirigée par Karl Marx, qui a sabordé bureaucratiquement la 1ère Internationale, alors que l'influence des Libertaires allait croissante dans l'organisation ouvrière. Ce furent ensuite Lénine et l'appareil du parti bolchevik : Trotsky, en se faisant l'avant-garde... de la répression, en imposant la militarisation du travail, qui, renforçant les aspects bureaucratiques de ce que l'on peut appeler, à tort ou a raison, le «marxisme», allaient étouffer la vigueur de la révolution d'octobre, **dès 1917** ; les organisations autonomes des ouvriers et paysans, les anarchistes communistes russes et d'Ukraine, les marxites d'opposition puis enfin toute force étrangère à l'Etat, avec la période stalinienne, qui allait introduire les purges politiques jusque dans le parti et son appareil étatique.

Et pourtant, les deux conceptions antagonistes du socialisme sont censées œuvrer pour une même finalité. En cela, il suffit de constater l'évidente positivité de la contribution que Marx a pu apporter au mouvement ouvrier international, qui lui a fait franchir un pas considérable notamment en ce qui concerne l'analyse de la société capitaliste, tout comme fut considérable l'apport pratique et théorique des Libertaires.

Aujourd'hui, regardons la triste réalité des pays dits «socialistes» ; aujourd'hui, avec le recul, et riches d'une information qui reste quand même incomplète, examinons en tant que Libertaires, quel est ce bilan «globalement positif».

## L'ÉCROULEMENT DES «MODELES» DE L'EST ET DE LA CHINE

Les modèles mythiques de l'Union Soviétique, et plus récemment de la Chine, s'écroulent par craquements successifs ; l'apparition notamment d'une opposition ouvrière, démocratique et indépendante, sont des éléments irréversibles et dangereux pour le capitalisme d'état à façade socialiste.

Comment peut-on en effet considérer autrement des régimes qui, comme l'Union Soviétique, traite avec l'Argentine et cautionne son appareil fasciste, qui est son premier client par ses importations de produits agricoles, qui en 1974 lui a accordé 600 millions de crédit pour acheter des équipements industriels aux pays de l'Est, qui en 1978 lui prête 4 millions de dollars remboursables sur... **10 ANS** ? Comment peut-on considérer l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan différemment d'une action **impérialiste** visant à élargir le champ d'action économique et politique de l'URSS dans cette partie du monde ?

# « POUR UN POLE COMMUNISTE LIBERTAIRE »

# réunion publique à Paris le 8 février 80

Comment considérer un régime où n'existent ni droit de grève ni droit de manifestation, où les seules plaintes possibles sont individuelles, où le syndicat fait partie intégrante de l'Etat-Parti ? Rappelons que le syndicat indépendant est LA PREMIERE organisation ouvrière libre en URSS depuis les années 20 !

De même, le vernis de la Chine «authentiquement socialiste» s'effrite depuis la mort de Mao. Certes, sa crédibilité était nettement entamée depuis l'affirmation de sa politique extérieure, ses relations avec le Chili de Pinochet, ses menées anti-révolutionnaires entièrement basées par rapport à l'URSS ; il apparaît néanmoins aujourd'hui clairement qu'il ne fait pas bon être révolutionnaire en République Populaire de Chine.

Les récentes tensions entre le Viet-Nam et le Cambodge démontrent à quel point le mouvement communiste international est divisé ; lorsque les bureaucrates du Kremlin, de Pékin, nous parlent d'Internationalisme, il faut comprendre Impérialisme. Le plus grave c'est que cette image du «socialisme» capitaliste-d'état rend service dans les faits à la propagande anti-communiste, anti-révolutionnaire de la bourgeoisie mondiale, et il faut en avoir conscience ; mais les bureaucrates eux aussi ont pris leurs responsabilités : il nous faut prendre les nôtres. Se taire serait rejoindre les dernières positions **répugnantes**, et anti-communistes du PCF. Il ne faut pas, il ne faut plus laisser planer une quelconque illusion sur ce qui se passe dans les pays dits «socialistes».

Il faut dire clairement qu'ils ne sont «Etats ouvriers» que par le titre, qu'il n'y a pas un seul, PAS UN SEUL ! pays socialiste digne de ce nom dans le monde !

Affirmer le contraire, ne serait-ce que sous l'appellation prudente «d'Etat ouvrier dégénéré», constitue déjà une insulte aux luttes des travailleurs dans le monde et au combat pour la Révolution. C'est pourquoi notre dénonciation du «socialisme» étatique s'appuie sur une stratégie **révolutionnaire**, sur un point de vue **ouvrier et internationaliste** !

C'est pourquoi, ce n'est ni la réforme, ni une révolution purement politique, en remplaçant une bureaucratie parasite par une «bonne» direction, qui pourront permettre aux travailleurs de faire triompher leurs droits...

Seule une révolution sociale, s'appuyant sur l'affrontement armé, pourra en finir avec ces régimes bureaucratiques et autoritaires en en détruisant leurs fondements : les rapports de production capitalistes.

## DÉMOCRATIE OUVRIERE ET ANTI-ÉTATISME

Le Socialisme Libertaire s'appuie sur des idées, des formes d'organisations, propres au mouvement ouvrier, où les travailleurs prennent eux-mêmes la direction de leurs luttes. Et depuis les années noires du stalinisme dont le mouvement ouvrier commence à peine à se sortir, les travailleurs, d'eux-mêmes, ont retrouvé des acquis fondamentaux, tels que l'autogestion, le refus de récupération d'une lutte à des fins électorales.

Dans nos luttes, tous les jours, nous pouvons constater la nécessité de rechercher des formes d'actions, un socialisme qui ne reproduise pas les valeurs de la société bourgeoise.

Et les partis de gauche, les syndicats s'en sont aperçus, eux qui, après avoir combattu l'auto-organisation des masses prônent «l'Autogestion», la rupture avec le capitalisme.

Notre objectif n'est pas de changer les directions, fussent-elles plus «révolutionnaires», il est de mettre en place dès maintenant, dans nos luttes, les organes de contre-pouvoir, par la Démocratie Directe Ouvrière et l'application du mandat impératif, rejettant la délégation de pouvoir. De combattre pour la démocratie et l'indépendance syndicale, pour que ce soient les structures de base qui décident, que tous les courants ouvriers s'expriment. Pour que le syndicat ne soit pas la courroie de transmission du Parti, développée et mise en pratique par Lénine ; pour qu'il soit indépendant vis-à-vis du patronat et de l'Etat, par le refus de toute co-gestion, de toute tentative d'intégration.

C'est une exigence tellement légitime et profonde, qu'aujourd'hui les confédérations sont obligées de multiplier les précautions pour masquer leurs liaisons avec le PS et le PC.

Nous voulons construire une société sans classes, sans Etat ; parce que l'autogestion est une forme d'économie **antagoniste** à l'Etat, cette structure pyramidale où le pouvoir est concentré entre les mains de quelques individus ; c'est pourquoi pour nous le concept «d'Etat Ouvrier» est vide de sens. Il a historiquement toujours mis en place une nouvelle élite issue de composantes bourgeoises ou de l'aristocratie ouvrière, appliquant une dictature sur le prolétariat.

Nous rejettons l'illusion selon laquelle la transformation du capitalisme au socialisme se ferait par l'utilisation de l'Etat, qui reste – et toutes les expériences le démontrent – l'organe de la coercition contre l'émancipation des masses, le garant institutionnel des rapports sociaux d'exploitation et d'autorité.

C'est pourquoi la révolution prolétarienne, si elle veut détruire le vieux monde et briser la machine capitaliste, devra détruire **en même temps**, nécessairement, la structure étatique, et lutter en permanence contre toute restauration éventuelle d'une structure de type étatique, d'une organisation du travail de type capitaliste. Les exemples des révolutions russe et espagnole sont là pour nous démontrer les acquis fondamentaux du mouvement libertaire ouvrier, mais aussi pour nous mettre en garde. Car les Libertaires, même s'ils ont défendu des conceptions très justes n'ont pas pour autant été à l'abri des erreurs ; le manque d'organisation mais aussi d'unité théorique ont en 1917 et 1921 permit au Parti Bolchevik d'exercer un pouvoir absolu sur les masses ; en 1936, la participation à un gouvernement bourgeois et la militarisation autoritaire des milices.

La meilleure garantie pour empêcher qu'à nouveau ne se reproduisent de telles erreurs, c'est l'autonomie ouvrière, l'affirmation de l'indépendance de classe :

– face à la bourgeoisie par l'anti-parlementarisme ;
– face aux partis par l'indépendance syndicale ;
– et face à **toutes** les bureaucraties, par la Démocratie Directe Ouvrière, l'action collective et consciente des travailleurs exercée directement.

Le courant libertaire a toujours défendu une conception anti-autoritaire de la vie, refusé d'opposer liberté individuelle à liberté collective. Voilà qui donne son sens, dans la pratique de tous les jours, au socialisme que nous voulons ; en posant des problèmes qui concernent la vie de tous les travailleurs dans notre lutte globale : anti-militarisme, lutte pour l'émancipation des femmes, combat antinucléaire.

**A l'heure d'une mutation économique mondiale, à l'heure où la crise va s'aggravant et où les perspectives immédiates n'existent plus de façon crédible chez les partis de gauche, il nous paraît** fondamental **de réaffirmer nos conceptions anti-capitalistes et anti-étatiques, pour préparer la grève générale reconductible, jusqu'à satisfaction des revendications ouvrières :**

**– pour enfin imposer l'affrontement central à la Bourgeoisie et à l'Etat ;**
**– pour construire le pouvoir.**

**Tout le Pouvoir aux Travailleurs !**
**Pour le Communisme Libertaire !**

«Rompons les Rangs» n° 3 est sorti, encore un nouveau saut tant technique que qualitatif.

**Au sommaire :**
- La situation internationale
- La guerre d'Algérie
- Objecteurs, insoumis, déserteurs
- L'écho des casernes
- Défense
- Tribune libre du mouvement des soldats
- Militarisation
- La légion saute sur Kolwezi
- Reggae-rampouille

PRIX : 5 FRS – Passez vos commandes : B.P. 28 - 75624 PARIS CEDEX 13

Cela fait maintenant près d'un mois que trois soldats du 2ème régiment d'infanterie de Marine d'Auvours, deux appelés Jacques Simon et Marc Lepesquer du contingent 79/10, un engagé volontaire Thierry Gout sont morts au cours d'une manœuvre en Nouvelle Calédonie. Ils appartenaient à la troisième section de la troisième compagnie, dirigée pendant la marche par le lieutenant POUC et le sergent chef Lauwuro, qui est stationnée au camp de Plum.

Selon la version officielle, il s'agirait d'un *«accident à la suite d'une insolation»*. En fait d'après les informations qui ont pu filtrer il semble que nos trois camarades aient été pris de malaise à la suite d'une marche de 10 km comportant 5 km de plat et une escalade de montagne sous une chaleur insupportable. Comment se fait-il qu'on ait forcé à marcher des gars épuisés sous un soleil de plomb, sans le moindre vent ? Pourquoi a-t-on préféré, à force de menaces, les faire continuer sans abandonner leurs sacs-à-dos, leurs armes, alors que déjà certains d'entre eux étaient au bord de l'évanouissement ?

Pourquoi l'absence de tout service de santé efficace au camp ce jour-là ? Pourquoi aucun médecin n'a pu être dépêché rapidement auprès de nos camarades ? Pourquoi, l'ambulance étant en panne il a fallu transporter nos camarades en camion jusqu'à Nouméa à 35 km de là alors qu'ils étaient déjà dans le coma ? Pourquoi refuse-t-on, comme il est de règle dans pareil cas, aux survivants de la troisième section d'être rapatriés en France comme ils en ont fait la demande ? Craindrait-on que ces soldats fassent de nouvelles et accablantes révélations ? Pourquoi la hiérarchie militaire refuse-t-elle de donner la moindre information précise, préférant faire courir des rumeurs la dégageant de toute responsabilité ? C'est comme si on voulait une fois de plus dans cette affaire taire la vérité sur ce qui s'est réellement passé. Le comité de soldats du 2ème R.I.M.A. demande aux organisations ouvrières et démocratiques, à la presse de tout mettre en œuvre pour que la vérité soit connue sur cette affaire et rendue publique. Nous exigeons que la responsabilité de l'armée soit clairement établie malgré le silence pesant des autorités militaires.

**Comité de soldats du 2ème RIMA**

## Communiqué du Comité de Soldats du 5e R.G. de Versailles

## GUERRE A LA GUERRE

Dans la situation actuelle de «tension internationale», le Comité de Soldats du 5e R.G. de Versailles rappelle son hostilité aux guerres qui servent aujourd'hui à opposer des intérêts impérialistes divergents par armées et peuples interposés.

Nous refusons de rentrer dans la propagande anti-rouge faite à l'occasion de l'invasion en Afghanistan et rappelons que les mêmes qui dans la hiérarchie militaire (ou ailleurs) condamnent aujourd'hui, soutenaient l'intervention américaine au Viet-Nam.

Nous ne nous situons pas du côté d'un impérialisme plutôt que d'un autre, ce que nous disons c'est que c'est aux peuples de tous les pays de décider chez eux :

– Troupes soviétiques hors de l'Afghanistan.

– Américains et Chinois hors du Pakistan.

Nous déclarons que nous nous opposerons par TOUS les moyens à une intervention de ce type par l'Armée Française et rappelons nos revendications en espérant le plus large soutien :

– Non à l'armée impérialiste : troupes françaises hors d'Afrique.

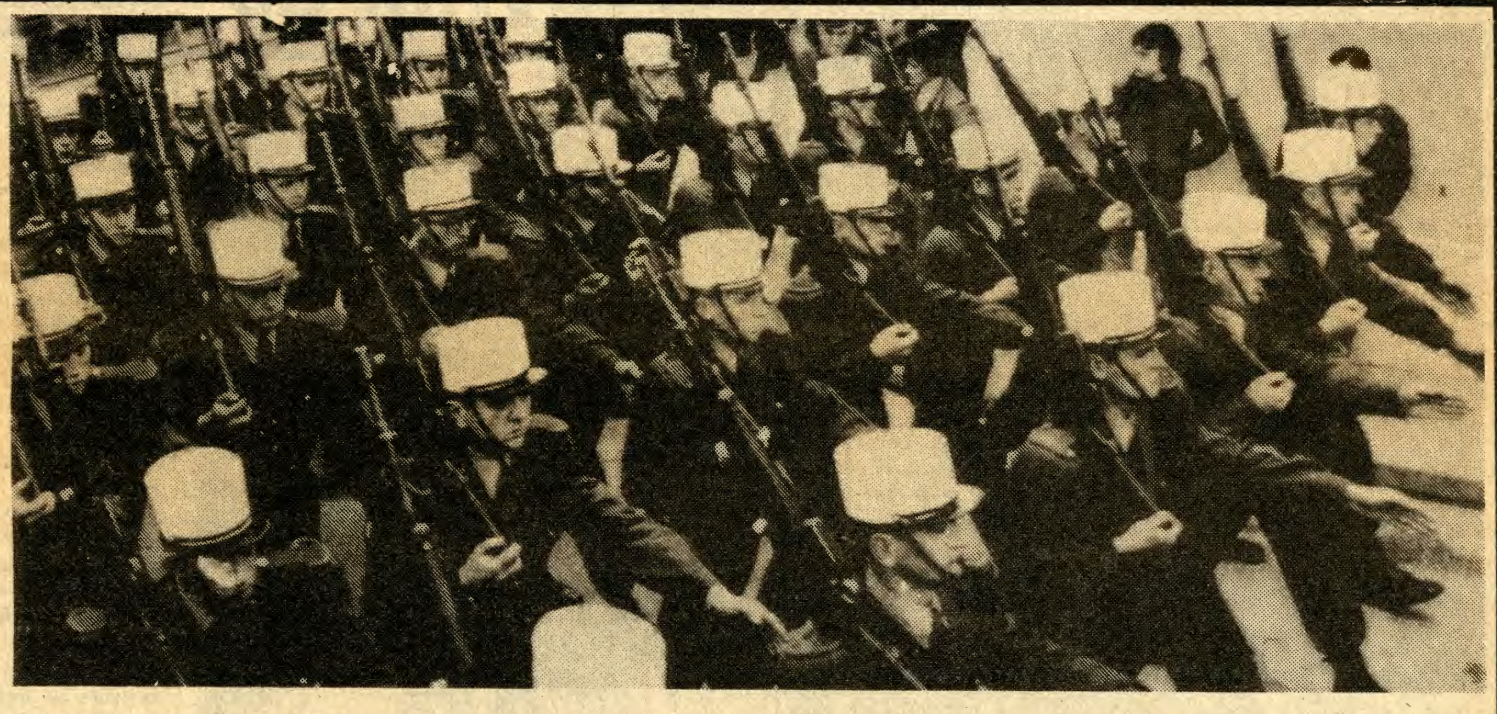
– Dissolution des corps spéciaux d'intervention extérieure.

– Désarmement international.

Comité de Soldats du 5e Régiment
du Génie de Versailles
(journal : Le Sapeur Majeur)

# « Légionnaire, mercenaire, tortionnaire....»

# Prevert



## Les fauteurs de guerre ?

Giscard, en nous présentant ses vœux, nous demande, pour conjurer les menaces de guerre, de remettre aveuglément notre sort entre ses mains. Mais qui sont les fauteurs de guerre ?

La presse française s'offusque quand les parachutistes soviétiques débarquent à Kaboul avec le président Karmal dans leurs bagages. Mais que dit la presse française quand les parachutistes français débarquent à Bangui avec le président Dacko dans leurs bagages ?

Brejnev déclare que ses troupes quitteront *« dès le moment où les conditions vont être créées »* Giscard déclare que *« la présence des parachutistes français en Centrafrique n'est pas éternelle, dès qu'elle ne sera plus nécessaire, ceux-ci seront immédiatement retirés »*. Dans les deux cas on constate un même refus méprisant de laisser un peuple choisir librement son avenir.

Giscard dénonce les fauteurs de guerre et il ne cesse de perfectionner une force d'intervention extérieure composée de légionnaires et de parachutistes professionnels (25.000 hommes), qui n'a rien à voir avec les nécessités de la défense nationale mais est entièrement destinée à l'agression contre les peuples, en particulier ceux d'Afrique, comme en témoigne la liste déjà longue des interventions militaires sur ce continent : 1964 Gabon, sans interruption depuis 68 au Tchad, 78 Mauritanie et Sahara, 77 et 78 Zaïre, 79 Centrafrique. Comme on peut le constater, les « fauteurs de guerre » ne sont pas seulement soviétiques, américains, cubains...

## *« La légion saute sur Kolwezi »*

C'est dans un tel cadre qu'il faut apprécier la sortie sur les écrans de ce film. C'est une saloperie, ce qui n'est pas étonnant quand on sait que le scénario est tiré d'un livre de l'ex-capitaine Sergent, un des chefs de l'OAS, rentré en grâce au moment de l'élection de Giscard. A aussi collaboré au scénario le colonel Erulin, aujourd'hui décédé, qui dirigea l'opération. Ce dernier, lorsqu'il était lieutenant en Algérie, « travailla » dans un centre de torture où séjournèrent, entre beaucoup d'autres, Maurice Audin qui y mourut et Henri Alleg qui en réchappa pour témoigner dans son livre, *La Question*, de ce qu'il avait vu et subi. Voilà pour les auteurs...

Quant au thème, c'est d'un simplisme manichéen, du western, comme on n'ose plus en faire : les « gentils » légionnaires contre les « méchants » nègres, viennent sauver les victimes innocentes et sans défense.

Comment s'étonner des violences d'une population africaine surexploitée à l'égard des « colons » blancs vivant dans un luxe ostentatoire ? D'autre part, l'armée française ne s'est pas gênée pour intervenir dans d'autres pays africains sans pouvoir se prévaloir de telles justifications « humanitaires ». Alors, préserver des vies « européennes » ou préserver des intérêts économiques juteux ?

L'Afrique est riche : uranium, cuivre, diamants, pétrole, coton, arachide, café, etc., mais ces richesses sont allègrement pillées par les anciens colonisateurs qui n'hésitent pas à intervenir pour maintenir au pouvoir les cliques corrompues qu'ils ont installées pour gérer leurs intérêts. Quitte à changer de gérant quand celui-ci, comme Bokassa, n'est vraiment plus présentable et que son peuple excédé commence à se soulever.

Voilà un arrière-plan que se garde de montrer ce film, occupé qu'il est à chanter les exploits des légionnaires, ces « héros » qui, puisque les guerrilleros se sont évanouis dans la brousse à leur arrivée, ont massacré des centaines de civils africains et même des « européens », comme en ont témoigné les paras belges horrifiés.

« Casser du nègre », voilà en quoi a consisté en réalité cette prétendue « opération humanitaire ». Pour 128 morts « blancs », il y aurait eu en effet 700 morts « noirs ». Comptabilité éloquente ! Pouvait-on attendre autre chose de l'« humanisme » légionnaire ? Que sont-ils en fait ces héros aujourd'hui exaltés à l'écran ? Derrière l'image frelatée des « beaux légionnaires qui sentent bon le sable chaud », il y a la réalité de la légion, réalité indigne d'un pays qui se prétend démocratique. Des hommes auxquels on enlève jusqu'à leur identité de naissance pour mieux manifester qu'à partir du moment où ils y sont entrés, ils perdent tous leurs droits de citoyens et appartiennent désormais corps et âme à la légion. Des hommes auxquels ont fait subir un dressage intensif jusqu'à ce qu'ils soient devenus des robots tortionnaires et violeurs, des mécaniques à tuer et à se faire tuer sans sourciller. Prévert avait raison de faire rimer légionnaire avec mercenaire et tortionnaire.

## D'autres Kolwezi ?

La projection d'un tel film est profondément malfaisante pour trois raisons. D'abord elle relève d'une volonté de banaliser dans l'opinion française l'interventionnisme en Afrique, l'interventionnisme passé et à venir. Car des Kolwezi, il y en aura d'autres, il ne peut qu'y en avoir d'autres, étant donné l'impopularité et la fragilité des régimes soutenus par la France.

Ensuite elle contribue en exaltant ainsi leur action, à redorer le blason de corps (légion, parachutistes) qui étaient passablement déconsidérés depuis la guerre d'Algérie où ils s'étaient fait les instruments de toutes les menées putchistes et fascistes. Aujourd'hui ces gens se remettent à parler haut, il y a peu, des anciens paras ont prétendu interdire à S. Gainsbourg de chanter sa *Marseillaise*, lors d'un tour de chant. Si l'on n'y prend pas garde un tel climat est lourd de menaces pour la démocratie.

Enfin, par l'image caricaturale et odieuse qu'elle donne de l'Africain, elle alimente les préjugés racistes. Préjugés qui se traduisent quotidiennement pour les Africains et les Arabes travaillant dans notre pays par des brimades policières, des agressions voire des assassinats purs et simples, comme dernièrement à Amiens et à Mulhouse.

Comme il y a 20 ans, l'aventure à l'extérieur nourrit à l'intérieur le fascisme, le militarisme et le racisme.

**Armée française, hors d'Afrique !**

**Dissolution de la légion !**

**Dissolution de la force d'intervention extérieure !**

**Démantèlement des bases françaises en Afrique !**

Centre d'Etudes Anti-impérialiste (CEDETM),
Collectif des anciens engagés,
Collectif féministe contre la répression,
Collectif de Lutte Anti-Militariste,
Libération-Afrique,
Organisation Communiste des Travailleurs,
Union des Travailleurs Communistes Libertaires.

# « Quand l'Algérie s'insurgeait »
# 1954—1962

**Il y a 25 ans éclatait l'insurrection algérienne. Son souvenir a été estompé à travers une période de latence et d'occultation. Après un phénomène de rejet, de nausée, le drame algérien connaît aujourd'hui un regain d'actualité. Il a cessé d'appartenir au vécu pour entrer dans l'histoire.**

**Daniel Guérin vient de faire paraître son témoignage (1) sur cette lutte politique et militaire. Comme chacune des publications de ce militant, cet ouvrage est un événement pour le courant communiste-libertaire. Nous avons donc demandé à notre camarade Georges Fontenis, qui a bien connu cette période comme responsable de la Fédération Communiste-Libertaire, de parler de ce livre et de préciser le rôle de la F.C.L.**

*Cet ouvrage est présenté par Daniel Guérin, dans un «bref avant-propos», comme une volonté de rétablir dans leur vérité «un certain nombre de faits qui ont été déformés par les passions partisanes».*

*Il faut dire d'abord que, dans l'ensemble, cet effort de recherche objective et de mise au point historique est atteint.*

*Pourtant le sujet était particulièrement scabreux et il n'était pas facile de tenir la barre en s'aventurant dans les obscures réalités qui jouèrent au sein du PPA-MTLD ou dans les luttes féroces qui opposèrent MNA et FLN. Et ce n'était pas un jeu que de situer Audin, Alleg et Jeanson.*

*Daniel Guérin a d'ailleurs, en 73, publié un ouvrage plus important, «Ci-gît le colonialisme», qui abordait, parmi les autres luttes anticolonialistes, la guerre d'Algérie.*

*Cela dit, il n'est pas sans intérêt de préciser pour nos camarades et lecteurs quelques points que le livre de Guérin néglige ou survole.*

*Sans doute, dès le problème central posé, l'auteur met nettement en lumière le rôle qu'assuma, dès le début de l'insurrection, la Fédération Communiste-Libertaire fondée quelques mois plus tôt. Mais on pourrait croire, à lire Guérin, que la riposte de la FCL aux carences de la gauche, à l'anti-insurrectionnisme du PCF et aux attitudes gouvernementales colonialistes de Mendès-France et de Mitterrand, date de l'accord avec le PCI* pour le meeting du 21 décembre 1954. Il faut préciser que «Le Libertaire», organe de la FCL, est saisi dès le n° 404 du 11 novembre, que les locaux de l'organisation sont perquisitionnés et les militants arrêtés. Une affiche (la seule à l'époque) intitulée «Vive l'Algérie libre», collée sur les murs de Paris dès le mercredi 10, a déclanché la répression commandée par le premier flic de France du moment, un certain François Mitterrand. La solidarité de D. Guérin et de notre camarade le poète Armand Robin s'exprime dans le numéro suivant du «Libertaire» qui clame : «Nous ne nous tairons pas».*

*Rappelons à ce propos que la lutte acharnée que va conduire la FCL entraînera une telle répression (le journal sera saisi ou condamné un nombre impressionnant de fois) que la publication devenant impossible, les militants seront conduits à passer à la clandestinité en septembre 1956. C'est avec un certain nombre d'entre eux que se constituera «la volonté du peuple» que D. Guérin cite page 74, organisation clandestine qui regroupera également nombre de soldats refusant de partir en Algérie. Mais l'indifférence de l'ensemble de la population en ces premières années de la guerre, et la répression conduite par les diverses polices et par les tribunaux militaires auront raison de cette tentative. En juillet 57, l'emprisonnement des principaux militants en marquera la fin.*

*L'un de ces camarades, Pierre Morain, est d'ailleurs présenté par D. Guérin comme «un jeune militant ouvrier de tendances anarchistes»... alors qu'il est membre de la FCL à la création de laquelle il a pris une part importante.*

*Ce qui précède, et qui devait être dit, ne limite pas bien entendu la portée du livre. Nous ne pouvons pas analyser tous les chapitres, certes, mais il en est un qui nous paraît particulièrement utile à méditer. Il établit, sous le titre «divergences entre anticolonialistes», que pour les militants anti-impérialistes de l'époque, dans leur énorme majorité, la distinction entre le MNA et le FLN fut longtemps confuse. Les exécutions sommaires, les massacres mêmes, ne firent qu'obscurcir le problème. Seuls quelques états-majors choisirent d'emblée et avec, d'un côté comme de l'autre, le plus parfait mépris pour une démarche moins partisane.*

*On peut aujourd'hui révéler qu'une équipe spéciale de la FCL contribua modestement sans doute, à équiper les maquis de l'ALN sans que le préalable «MNA ou FLN» soit posé. Finalement, la position de «soutien critique» à la lutte du peuple algérien prise par la FCL aboutit progressivement à un glissement des relations avec le MNA (au début très majoritaire dans les masses) vers des relations avec le FLN qui pratiquement se retrouver seul à animer l'ALN. Et cela sans que jamais nous ne soyons tombés dans la simplification, l'injure, l'invective contre telle ou telle fraction. Sans que nous n'ayons eu à souffrir des reproches des uns ou des autres.*

*Sans doute ne peut-on tirer de l'attitude de la FCL une totale justification et il y aurait toute une auto-critique à établir. Elle se fera. Cela dit, les illusions et parfois les naïvetés (Daniel Guérin reconnaît lui aussi en avoir parsemé son itinéraire) furent sans arrière-pensées, sans calculs et c'est peut-être plus rare qu'on ne l'imagine.*

*Pour en terminer avec l'ouvrage de D. Guérin, nous lui attribuerons l'énorme mérite de rappeler avec beaucoup de précisions des faits oubliés (et qui furent marquants) et les rôles que jouèrent, rarement à leur honneur, la plupart des politiciens.*

*Citons, pour les faits, notamment, le rôle du PS, celui du PCF, l'affaire du «bazooka», la tuerie de Charonne, les activités du réseau Jeanson, celles de l'OAS.*

*Citons, pour les individus que Guérin cloue au pilori avec la vigueur qu'on lui connaît, les Mollet, les Lacoste, les Frey, les Michel Debré et combien d'autres personnages aujourd'hui en «surface». Encore un mot, on lira sans surprise que c'est bien le lieutenant tortionnaire Erulin qui, devenu colonel, commandera les troupes françaises envoyées au Shaba en mai 78 et sera décoré par Giscard lui-même.*

*Le camp colonialiste ne manque pas de suite dans ses activités... raison de plus pour faire connaître le livre de Daniel Guérin.*

*Georges Fontenis*

(1) Edité par la Pensée Sauvage et Spartacus.

* Organisation trotskyste.

MNA : Mouvement National Algérien.
FNL : Front National de Libération.
ALN : Armée Libération Nationale.

**Le terrorisme d'Etat pendant la guerre d'Algérie**

# sur les sentiers de l'O.P. 20

Les objecteurs font parler d'eux en ce moment :

Après l'occupation de l'Ambassade de Belgique, après le gag du «virus OP 20» dans l'eau courante de Paris et après les «pendus» de la Tour Eiffel, les voilà partis à pied en direction des Pays-Bas.

Il faut dire que ça urge : 300 «demandeurs de statuts» se sont vus opposer par le ministre des armées un refus, et en toute logique, ils se retrouvent insoumis à l'armée. Pour le moment, et d'une façon tout à fait arbitraire, il y a eu 11 arrestations (pourquoi ces onze-là ?).

L'OP 20 (c'est-à-dire opération 20, lancée par 20 objecteurs en 1971), se donne pour but de sortir la lutte des objecteurs de l'élitisme où l'enferme la loi de 1963 :

– En refusant la démarche intellectuelle (justification philosophique à fournir à une commission administrative nommée par le gouvernement) puisque pour obtenir le statut, il suffisait de recopier une lettre.

– En refusant l'individualisme, puisque cette demande est l'affirmation collective d'une lutte contre l'appareil militaire.

– En refusant l'arbitraire de la commission juridictionnelle qui ne pouvait (tant que l'OP 20 marchait) plus accorder le statut seulement aux bons objecteurs (les non-violents) et le refuser aux mauvais (les politiques, les antimilitaristes, ne crachant pas toujours sur la violence révolutionnaire).

L'OP 20 se veut un moyen pour ouvrir une brèche dans le service national, pour permettre à une frange croissante de la jeunesse d'échapper à l'embrigadement, à l'apprentissage de la soumission, de la hiérarchie, de la demande individuelle, de la supériorité du mâle... de toutes ces fadaises qui font tenir debout tous les régimes capitalistes du monde.

L'OP 20 fait partie intégrante de la stratégie de la partie radicalisée du «mouvement objecteur» qui tourne autour des CLO (Comité de Lutte des Objecteurs). Cette stratégie repose sur une négation du rôle stratégique du contingent, en cas de crise grave du capitalisme.

D'où la nécessité de lutter prioritairement contre la fonction principale du service national : le bourrage de crâne, l'embrigadement. Cela se traduit concrètement par le développement des possibilités légales d'échapper au service national ; par une propagande importante sur l'objection, et par une lutte idéologique contre l'embrigadement, contre le rôle économique du complexe militaro-industriel, contre le rôle répressif et impérialiste de tout cet ensemble.

Cela se traduit aussi par un refus du service civil imposé par le statut, qui mis en parallèle avec le développement des tâches non militaires du contingent (administration, marées noires, coopération, affectation dans la recherche...), laisse apparaître les projets d'une partie croissante de la bourgeoisie : une refonte du service national, divisé en un volontariat militaire pour quelques-uns et en un service civil pour les autres.

DEMANDE DE STATUT COLLECTIF
INSOUMISSION COLLECTIVE AU SERVICE CIVIL.
DÉFENSE COLLECTIVE FACE A LA JUSTICE.

Mais revenons à nos moutons : actuellement 300 objecteurs vont ou sont déjà insoumis à l'armée (risque : 2 ans fermes. Il est à noter que depuis 1971, 500 autres objecteurs ont obtenus le statut en effectuant la même démarche). Il est urgent de se mobiliser pour les 11 copains qui sont actuellement en tôle.

# ANGERS-NANTES
# NON AUX EXPULSIONS !

## CONTINUONS LE COMBAT... ... CONTRE LES LOIS RACISTES BONNET-STOLÉRU !!!

Pendant deux semaines les étudiants de la Faculté d'ANGERS ont été en grève pour protester contre les menaces d'expulsions qui pesaient sur deux étudiants marocains...

Dès le départ la lutte s'est engagée sur des revendications concrètes et précises : NON AUX EXPULSIONS, AUX CARTES DE SÉJOUR, LES RÉCÉPISSÉS AU PANIER !!!

Le mouvement allait se heurter tout de suite à l'intransigeance préfectorale. Par deux fois, les étudiants se feront chargés par la police urbaine assurée du soutien de gardes-mobiles présents en permanence pendant ces deux semaines de luttes. Inutile de dire que de telles choses sont significatives d'un durcissement du régime pris à la gorge par ses contradictions. Des flics charger à Angers, il y a longtemps qu'on avait vu ça.

Le mouvement a popularisé sa lutte largement et trouva rapidement le soutien de nombreuses organisations politiques et syndicales. L'Ecole Normale se mit même en grève pour soutenir l'action des étudiants, des délégués de l'Ecole Normale se sont joints au comité de coordination.

Ce comité de coordination inter-facs était l'organisateur du mouvement, mais il n'a pas toujours eu l'approbation totale dans les A.G., ceci en raison de mandats mal respectés (notamment non-respect du parcours décidé en A.G. pour les manifs... afin d'éviter tout affrontement et ainsi conserver l'aspect pacifique du mouvement).

De plus la clarté dans les débats aux A.G. était rare en raison de la présence d'organisations politiques qui tentaient à chaque fois de récupérer le mouvement.

S'il est vrai, comme la presse l'a fait remarquer, que ce mouvement était pacifique et humanitaire, une forte minorité d'étudiants ainsi que ceux qui soutenaient le mouvement en permanence comme les instits, n'étaient pas du tout dans cette optique humanitaire. Lorsque les flics chargèrent sans sommation à la dislocation de la deuxième manifestation étudiante du mercredi 16 janvier, nombreux furent ceux qui en eurent gros sur la patate et étaient prêts à une riposte en cas de nouvelles charges policières.

Il faut aussi noter les côtés positifs de ce mouvement : la multiplicité des formes d'action :

– manifs avec blocage de grands carrefours, de ponts ;

– occupation du siège de l'université ;

– occupation à 200 du Théâtre Municipal évacué brutalement par les flics envoyés par le maire socialiste d'Angers, Jean Monnier, celui-ci ayant fait fi de son passé militant lorsqu'il occupait lui-même le théâtre en 68... Là , il y a de bonnes leçons à tirer sur les municipalités de gauche... ;

– enfin la grève de la faim de 12 étudiants marocains qui, si elle ne fut pas un moyen radical, a peut-être pesé dans l'action. La lutte a d'ailleurs été popularisée assez bien car la population a généralement bien ressenti ces justes revendications. De plus la presse locale bourgeoise s'est montrée favorable au mouvement, du moins en ne se taisant pas sur la brutalité des flics qui chargèrent une fois sans sommation.

Finalement, le mouvement n'a remporté qu'une semi-victoire... Les expulsions ont été annulées et le mouvement stoppé à la suite de négociations entre le président de l'université et le préfet. Les étudiants étrangers ont été assurés de pouvoir terminer leur année. C'est là qu'on se demande s'ils vont pouvoir se réinscrire à la rentrée de septembre, surtout au vu des derniers décrets qui stipulent que c'est une commission gouvernementale qui décidera de leur admission en France. Leur statut est donc toujours aussi précaire et les lois sont toujours là. En fait les étudiants concernés sont comme la plupart des étudiants étrangers d'Angers, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas de carte de séjour mais un récépissé d'une durée variable.

Ce qu'il faut pour vaincre, c'est poursuivre le combat contre les lois BONNET-STOLÉRU. Pour cela il faut espérer que la lutte locale qui s'est déroulée à Angers fait partie des prémisses à une vaste lutte nationale.

P.S. : A noter le soutien des pompiers CGT lors de la manif du 16 janvier où les manifestants se faisaient matraquer devant la caserne. Ils empêchèrent l'entrée des flics à l'intérieur de la caserne où se réfugiaient les manifestants. Cf. le «Courrier de l'Ouest» du 17/01/80, le torchon patriotique du coin.

### CHRONOLOGIE

LUNDI 7 JANVIER : Le comité d'abrogation de la circulaire BONNET apprend les expulsions imminentes de deux étudiants marocains.

MARDI 8 JANVIER : Le comité diffuse un tract. Première A.G. : 300 personnes.

MERCREDI 9 JANVIER : 1000 étudiants manifestent devant la préfecture ; le chef de cabinet du préfet leur oppose une fin de non-recevoir. Occupation de la présidence de l'université.

JEUDI 10 JANVIER : Nouvelle manifestation de 1500 étudiants. La police charge.

VENDREDI 10 JANVIER : Manif, avec délégations de la CGT, CFDT, FEN : 2000 personnes.

MARDI 15 JANVIER : Occupation du théâtre. La police fait évacuer les étudiants sur ordre du maire (PS). Quelques blessés.

MERCREDI 16 JANVIER : 2000 manifestants contre la répression. Les flics chargent sans sommation au moment de la dislocation ; blessés...

VENDREDI 18 JANVIER : 4000 manifestants dans deux lycées. La préfecture fait une offre de négociation par l'intermédiaire du président de l'université. Les étudiants acceptent de quitter le siège de l'université occupée jour et nuit depuis neuf jours.

MARDI 22 JANVIER : Les 12 étudiants marocains cessent leur grève de la faim débutée depuis une semaine.

U.T.C.L. Angers

## GREVE GÉNÉRALE DE L'UNIVERSITÉ A NANTES

Alors que les étudiants d'Angers s'étaient mobilisés contre les expulsions d'étudiants étrangers, une grève éclate à Nantes vers la mi-janvier en sociologie. Les étudiants demandaient la réembauche d'une assistante. Ce qu'ils ont obtenu rapidement, les professeurs ayant rejoint le mouvement.

Seulement, le ras-le-bol de la fac est de plus en plus pesant. Et socio continue la grève. Entre temps l'annonce d'expulsions d'étudiants étrangers intervient. C'est alors le forcing pour étendre la grève au niveau de la fac de lettres. Puis c'est le tour des autres facs : sciences, médecine, droit.

L'A.G. interfac du 20 janvier, décide une manifestation devant la préfecture le lendemain.

Plus d'un millier d'étudiants y ont participé. Bloquant la circulation successivement en deux points stratégiques. Les forces de l'ordre étaient très nombreuses mais ne sont pas intervenues. Il semble que le préfet ne cherche pas l'affrontement direct.

Une nouvelle A.G. jeudi 31 délègue des étudiants pour accompagner les enseignants pour rencontrer le préfet. Une manifestation est décidée pour accompagner la délégation. Vendredi le préfet refuse de recevoir la délégation sous la menace de la manifestation.

La grève générale continue donc. Seulement il est nécessaire que la mobilisation s'étende jusqu'au niveau national pour imposer :

– l'arrêt des expulsions (à Nantes 3 étudiants sont sous mesures d'expulsion, 6 dossiers sont en instance) ;

– l'abrogation des lois Bonnet-Stoléru ;

– l'abrogation du décret Imbert (sélection des étudiants étrangers pour leur admission d'inscription en fac en France) ;

– non à la réforme du pionicat (aggravant la sélection des étudiants) ;

– non à la carte universitaire ;

– non à la restructuration capitaliste de l'université.

U.T.C.L. Nantes

# PRINCIPES DE BASE DE L'UTCL

**1. Lutte de classe – anticapitalisme et anti-étatisme – s'appuyant sur le matérialisme dialectique historique.**

**2. L'UTCL s'inscrit pleinement dans le courant communiste-libertaire, courant à part entière du mouvement libertaire ouvrier (anti-autoritaires, anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires, anarchistes communistes, communistes libertaires).**

**3. Lutte pour l'Autonomie, l'Unité et la Démocratie directe ouvrières.**

**4. La participation aux luttes de masse revendicatives des travailleurs. Et aujourd'hui, la participation active à la CGT et à la CFDT.**

**5. La propagande active autour de nos idées, dans et hors les entreprises.**

**6. Le caractère global de la lutte anticapitaliste sur tous les fronts, dans tous les moments de notre vie. Contre le racisme, le sexisme, la hiérarchie, l'aliénation, l'autoritarisme...**

**7. Le lieu principal de la lutte de classe : l'entreprise.**

**8. La nécessité d'une organisation ouvrière Communiste Libertaire puissante reposant sur cinq principes :**

**– Un rapport non dirigiste avec les travailleurs ;**

**– Des structures démocratiques basées sur la démocratie ouvrière et le fédéralisme ;**

**– Un programme Communiste Libertaire ;**

**– La direction de l'organisation par les militants travailleurs ;**

**– L'implantation prioritaire dans les entreprises, mais aussi sur tous les autres fronts.**

**9. Une stratégie de rupture révolutionnaire.**

**10. L'internationalisme prolétarien.**

**11. L'instauration d'une société socialiste libertaire (et donc de la révolution permanente) comme but :**

**– direction du processus révolutionnaire par les travailleurs depuis la base grâce aux structures appropriées mise en place par les travailleurs et non par les partis et les directions syndicales ;**

**– l'auto-organisation du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes sur les bases de la démocratie directe et du fédéralisme anti-étatique ;**

**– l'organisation de l'auto-défense de la révolution sur les lieux de travail et d'habitation par l'armement des travailleurs et la préparation armée, permanente, de cette auto-défense par le peuple en armes.**

**Et donc :**

**– la destruction de l'état, de l'armée, des institutions et du droit bourgeois ;**

**– l'abolition de la propriété privée des moyens de production, la socialisation de la terre et des usines qui seront autogérées par les paysans et les ouvriers et la confiscation sans indemnités des grandes propriétés ;**

**– l'abolition du salariat ;**

**– ET le Communisme Libertaire comme but.**

# Pour contacter l'UTCL

**●PARIS**
Éditions «L»
(sans autre mention)
B.P. 333
75525 PARIS CEDEX 11

**●RÉGION OUEST**
Sarthe, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher
Centre Archives-Infos-Documents
72310 LA CHAPELLE GANGAIN

**●ORLÉANS**
« Lutter »
B.P. 1902
45008 ORLÉANS CEDEX

**●LILLE**
51 rue de Gand
59800 LILLE

**●RÉGION EST**
Editions «L»
B.P. 3884
54029 NANCY-CEDEX

**●LYON**
Permanence le 1er samedi de chaque mois de 14 h 30 à 17 h 30 (POUR TOUS RENSEIGNEMENTS ÉCRIRE AU JOURNAL)

**●RÉGION SUD-OUEST**
« La Mèche »
B.P. 30 20
31027 TOULOUSE CEDEX

Commission paritaire : 57925. Directeur de publication : SENEZ. Distribué par les NMPP. Dépôt légal : N° 42 988. Editeur «L». Impression : Rotographie.